

ÉVITONS UNE DÉCENNIE PERDUE

Mesures à prendre de toute urgence pour inverser les effets dévastateurs de la COVID-19 sur les enfants et les jeunes



AVANT-PROPOS

Depuis 75 ans, l'UNICEF s'efforce d'obtenir des résultats en faveur des enfants. Que ce soit dans le contexte d'un conflit armé, de la mise en œuvre d'un programme de développement ou de survie à long terme, d'une catastrophe naturelle ou d'une crise humanitaire, notre personnel et nos partenaires œuvrent sur le terrain pour fournir des services essentiels aux populations démunies. Depuis plusieurs décennies, l'UNICEF contribue à l'instauration d'environnements plus sains et plus sûrs pour les enfants et leurs familles.

Prenons un exemple : les vaccins. Dans les années 1980, l'UNICEF et ses partenaires ont entrepris une mission audacieuse : vacciner chaque enfant contre les maladies évitables. Aux côtés des gouvernements, nous avons participé à l'organisation de l'une des plus importantes mobilisations logistiques de l'Histoire en temps de paix. Au début des années 1990, le taux de couverture vaccinale des enfants dans le monde avait atteint 80 %.

Avant la pandémie, nous avons enregistré des progrès considérables pour aider tous les enfants à jouir de leur droit à la santé, à l'éducation et à la protection. Au début de l'année 2020, un nombre sans précédent d'enfants vivaient jusqu'à leur premier anniversaire. La mortalité infanto-juvénile avait baissé de 50 % depuis 2000. La mortalité maternelle et le mariage d'enfants reculaient et les filles étaient plus nombreuses que jamais à aller et à rester à l'école.

Malheureusement, une multitude de crises menace désormais ces progrès accomplis au prix de durs efforts. La pandémie de COVID-19 constitue la menace la plus importante à laquelle les enfants ont été confrontés au cours de nos 75 ans d'existence. Alors que le nombre d'enfants en proie à la famine, déscolarisés, maltraités, en situation de pauvreté ou mariés de force augmente, ils sont de moins en moins nombreux à avoir accès aux soins de santé, à la vaccination, à une nourriture suffisante et à des services essentiels.

La pandémie de COVID-19, l'aggravation de la crise climatique, les conflits armés, les déplacements et d'autres situations d'urgence humanitaire mettent à mal la santé et le bien-être des enfants. Ces situations laissent présager un avenir encore plus sombre – un avenir dans lequel le monde pourrait ne pas atteindre les objectifs de développement durable visant à mettre fin à la pauvreté, à réduire les inégalités et à bâtir des sociétés plus paisibles et prospères d'ici à 2030. Aussi en septembre dernier, António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies, a-t-il déclaré aux dirigeants mondiaux : « Je suis ici pour tirer la sonnette d'alarme : le monde doit se réveiller. Nous sommes au bord du précipice – et nous continuons de nous en approcher. »

Le monde se trouve aujourd'hui à un carrefour de son histoire. Nous devons décider soit de nous rassembler et d'unir nos forces afin de protéger des années de progrès en faveur des droits de l'enfant, soit de laisser les pays lutter à armes inégales face à la COVID-19, et donc de marginaliser davantage les populations défavorisées et d'accentuer les inégalités.

N'oublions pas que l'UNICEF a été fondé durant une autre période de crise, à une époque où la majeure partie du monde était en ruine après des années de guerre. Tout comme maintenant, les enfants marginalisés et vulnérables étaient les plus affectés. L'organisation avait alors été créée avec le mandat de faire respecter et de défendre les droits de chaque enfant.

Aussi, profitons de ce 75^e anniversaire pour dresser le bilan du travail qu'il nous reste à accomplir en faveur des enfants. Aujourd'hui et au cours des années à venir, nous continuerons de tout mettre en œuvre pour créer un monde dans lequel les droits des enfants sont pleinement respectés, et qui offre à chacun des possibilités. Pour mener à bien cette mission ambitieuse, qui repose sur la création de nouveaux partenariats ainsi que sur le renforcement des partenariats existants avec les gouvernements, la société civile, les autres organismes de l'ONU et les entreprises, nous devons, tous ensemble, continuer de nous appuyer sur les résultats obtenus en faveur des enfants au cours de nos 75 ans d'existence.

Si, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le secteur privé a joué un rôle déterminant dans la reconstruction des économies, des services et des systèmes en faveur des enfants, il sera de nouveau, au cours des années à venir, un partenaire de premier plan pour ouvrir la voie en matière d'innovation et de technologie et nous aider à fournir de meilleurs services à un plus grand nombre d'enfants et de familles.

Enfin, il va sans dire que les enfants et les jeunes restent nos partenaires les plus importants. Plus que des voix et des bénéficiaires, ce sont des acteurs à part entière de la création et de la mise en œuvre de solutions. Leur force, leur créativité et leur courage me donnent de l'espoir. En travaillant avec eux, nous pourrions mettre un terme à la pandémie, nous relever de manière équitable, et réinventer un avenir meilleur pour chaque enfant.

Henrietta Fore
Directrice générale de l'UNICEF

TABLE DES MATIÈRES

	Avant-propos	2
	Messages clés	4
<hr/>		
1	Introduction	6
	Une pandémie prolongée aux effets inégaux	9
	Un avenir réinventé	11
	75 ans de résultats pour les enfants	12
<hr/>		
2	Les effets de la COVID-19 sur les enfants	15
	Pauvreté	16
	Santé et vaccination	18
	Éducation	19
	Protection de l'enfance	21
	Nutrition	22
	Santé mentale	24
	Situations d'urgence humanitaire	25
<hr/>		
3	Plan d'action à déployer d'urgence en faveur des enfants	27
	1. Investir dans la protection sociale, le capital humain et les dépenses en faveur d'un relèvement inclusif et résilient	28
	2. Mettre fin à la pandémie et inverser le recul alarmant enregistré dans les domaines de la santé et de la nutrition de l'enfant	32
	3. Reconstruire sur des bases plus solides en veillant à ce que chaque enfant reçoive une éducation de qualité, soit protégé et jouisse d'une bonne santé mentale	36
	4. Renforcer la résilience afin de prévenir les crises, d'y répondre et de protéger les enfants plus efficacement	40

MESSAGES CLÉS

La problématique actuelle

- La COVID-19 est la pire crise que les enfants aient connue au cours des 75 ans d'existence de l'UNICEF. Si nous n'agissons pas, le monde risque de perdre une décennie de progrès en faveur des enfants, ce qui transformerait les objectifs de développement durable en un rêve impossible à atteindre.
- En moins de deux ans, 100 millions d'enfants supplémentaires sont tombés dans la pauvreté, ce qui représente une augmentation de 10 % depuis 2019.
- Selon le scénario le plus optimiste, il nous faudra entre 7 et 8 ans pour nous relever de la pandémie et retrouver les niveaux de progrès réalisés avant l'apparition de la COVID-19 en matière de lutte contre la pauvreté des enfants.
- Les disparités profondes en matière de redressement creusent le fossé entre les pays les plus riches et plus pauvres. Alors que les premiers se relèvent, les seconds se couvrent de dettes et prennent du retard sur les progrès à accomplir en matière de développement. Le taux de pauvreté continue d'augmenter dans les pays à revenu faible et les pays les moins avancés.

Les risques

- Pour que le scénario le plus optimiste se concrétise, nous devons agir dès maintenant.
- Avant la pandémie, près d'un milliard d'enfants dans le monde, et la moitié des enfants des pays en développement, souffraient déjà au moins d'une privation grave en matière d'éducation, de santé, de logement, de nutrition, d'assainissement ou d'eau.
- Le monde se trouve aujourd'hui à un carrefour de son histoire : nous devons décider soit de protéger et d'étendre les progrès accomplis au fil des années en faveur des droits de l'enfant, soit de subir les conséquences du recul de ces progrès et d'une décennie perdue pour les enfants et les jeunes, des conséquences que nous ressentirons tous, partout dans le monde.

Un enfant boit de l'eau à la seule source disponible au camp d'Hesbi, dans le sud du Liban. Octobre 2021.

© UNICEF/UN0553717/Choufany



Les raisons de garder espoir

- Loin d'être passifs face à l'adversité, les enfants et les jeunes d'aujourd'hui acceptent le changement et les épreuves, et vont de l'avant avec résilience et courage. Ils agissent, refusant de se résigner à un avenir déjà tracé. La jeune génération se montre plus optimiste et confiante quant au fait que le monde s'améliore.
- Les crises actuelles offrent également au monde des occasions uniques de se réinventer et de former un tout équitable, sûr et interdépendant dans lequel tous les enfants ont les mêmes chances de réaliser leur potentiel.
- Depuis 75 ans, l'UNICEF s'impose comme le principal architecte et défenseur des droits de l'enfant. Son travail pour obtenir des résultats en faveur de chaque enfant, en particulier en période de crise, est toujours aussi fondamental.
- L'heure n'est pas à la prudence. Le moment est venu de travailler ensemble et de bâtir un avenir meilleur.

Les mesures à prendre

- Les enfants, qui représentent notre avenir collectif, doivent être les **premiers** à bénéficier des investissements et les **derniers** à souffrir des restrictions budgétaires.
- Ce programme d'action repose sur les 75 ans d'expérience, d'études et de pratique de l'UNICEF, et sur autant d'années à écouter les enfants et les jeunes.
- Pour accélérer la riposte et le redressement face à la pandémie, et réinventer un avenir pour chaque enfant, l'UNICEF renouvelle son appel à :
 - Investir dans la protection sociale, le capital humain et les dépenses en faveur d'un relèvement inclusif et résilient ;
 - Mettre fin à la pandémie et inverser le recul alarmant enregistré dans les domaines de la santé et de la nutrition de l'enfant, notamment en tirant parti du rôle vital joué par l'UNICEF dans la distribution des vaccins contre la COVID-19 ;
 - Reconstruire sur des bases plus solides en veillant à ce que chaque enfant reçoive une éducation de qualité, soit protégé et jouisse d'une bonne santé mentale ;
 - Renforcer la résilience afin de prévenir les crises, d'y répondre et de protéger les enfants plus efficacement, notamment en adoptant de nouvelles approches pour éradiquer la famine, protéger les enfants des changements climatiques et repenser la manière dont les fonds sont dépensés lors des catastrophes.



Rukaiya Abbas, spécialiste de l'éducation au sein du bureau de l'UNICEF au Nigéria, discute avec des enfants de l'école Kulmsulum de Maiduguri (Nigéria).

© UNICEF/UN0322355/Kokic

INTRODUCTION

La COVID-19 est la pire crise que les enfants aient connue au cours de nos 75 ans d'existence. Près de deux ans après le début de la pandémie, les effets généralisés de la COVID-19 continuent de s'aggraver, augmentant la pauvreté et ancrant les inégalités. Si certains pays se relèvent et reconstruisent une « nouvelle normalité », pour beaucoup, en revanche, la COVID-19 constitue toujours une catastrophe.

Le monde a riposté de manière très inégale et inadaptée et se trouve désormais à la croisée des chemins. Les mesures que nous prenons aujourd'hui détermineront le bien-être et les droits des enfants pendant de nombreuses années.

Le déploiement inéquitable des vaccins contre la COVID-19 met des populations entières en danger, tandis que l'apparition de nouveaux variants continue de menacer la santé des enfants et de leur communauté.

L'augmentation de la pauvreté a annulé les progrès accomplis en faveur des droits de l'enfant et des objectifs de développement durable.

L'alimentation des enfants se détériore et les familles luttent pour se procurer suffisamment de nourriture et d'eau salubre.

En septembre 2021, selon les estimations, les écoliers du monde entier avaient perdu 1 800 milliards d'heures d'apprentissage en classe en raison des fermetures d'école liées à la COVID-19, une situation qui aura de profondes répercussions sociales et économiques à long terme et qui creusera les inégalités.

Des services de nutrition et de santé essentiels, tels que les programmes de vaccination de routine, les soins maternels, et les services de garde d'enfant, sont toujours interrompus.

Les fermetures d'école, les pertes d'emploi touchant les familles et l'augmentation des niveaux de stress et d'anxiété ont affecté la santé mentale des enfants et des jeunes.

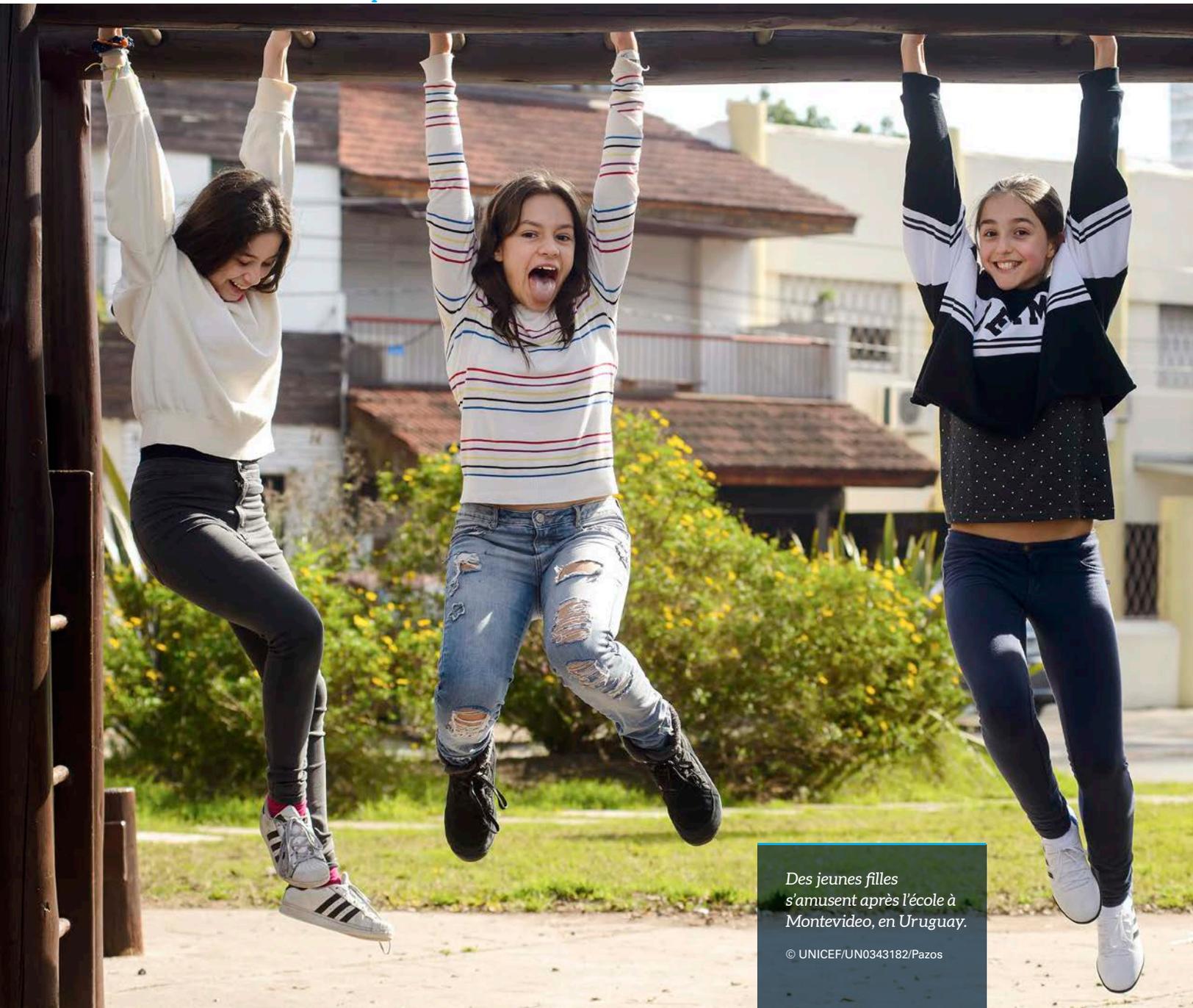
La COVID-19 reste une crise urgente pour les enfants et nécessite une action soutenue et ciblée.

À l'heure où nous célébrons les 75 ans de l'UNICEF, ce rapport dresse le bilan des effets de la COVID-19 sur les enfants et décrit le travail que nous devons accomplir et la voie que nous devons emprunter pour riposter et nous relever en réinventant l'avenir pour chaque enfant.



« D'après mon expérience, apprendre pendant la pandémie a engendré une grande perte d'intérêt, qui s'explique peut-être par le fait d'étudier à distance ou par le mélange entre enseignement en ligne et en classe [...]. Nous avons ressenti de la frustration, de l'anxiété et de la panique, nous n'avions plus envie d'aller à l'école, et tout cela a eu de grandes répercussions sur notre santé mentale [...]. Je pense que notre génération se pose beaucoup de questions. Nous parlons de sujets tabous, mais surtout, nous défendons nos droits, nous prenons la parole, et nous ne laissons personne nous réduire au silence. Nous unissons nos forces quelles que soient nos différences, ce qui est une bonne chose quand on veut atteindre un objectif commun. Nous voulons faire preuve d'empathie pour laisser derrière nous une planète en bonne santé, un monde dans lequel il fait bon vivre et un environnement agréable pour les futures générations. »

Sofia, Uruguay. Extrait issu de la saison 2 de la série « Surmonter la COVID-19 » produite par l'UNICEF.



*Des jeunes filles
s'amusent après l'école à
Montevideo, en Uruguay.*

© UNICEF/UN0343182/Pazos

ENCADRÉ : L'URGENCE FACE À L'IMPACT CONSIDÉRABLE DES CRISES MULTIPLES



Des agents de santé transportent des vaccins en vue d'une séance de vaccination contre la COVID-19 à Ramgarh (Banswada), en Inde.

© UNICEF/UN0499236/ Bhardwaj

Les enfants d'aujourd'hui grandissent dans un monde frappé par une multitude de crises.

Cependant, tous n'en paient pas le même prix. Les plus touchés sont les plus marginalisés et les plus vulnérables et de vastes disparités persistent en matière de santé, d'éducation, de santé mentale, de pauvreté et de migration.

En 2020, plus de 23 millions d'enfants ont été privés de **vaccins** essentiels – ce chiffre, qui représente une hausse de 4 millions d'enfants depuis 2019, est inégalé depuis 2009.

Au plus fort de la pandémie, plus de 1,5 milliard d'élèves étaient **déscolarisés** en raison de la fermeture des écoles de leur pays. Aujourd'hui, des millions d'enfants ne vont toujours pas à l'école ou n'acquièrent pas les compétences élémentaires dont ils ont besoin pour bâtir un avenir meilleur.

Plus de 13 % des adolescents âgés de 10 à 19 ans dans le monde sont concernés par des problèmes de **santé mentale**.

À l'échelle mondiale, 426 millions d'enfants, soit près d'un enfant sur cinq, vivent dans des **zones de conflits**, lesquels deviennent de plus en plus intenses et font payer un tribut de plus en plus lourd à la population civile, affectant de manière disproportionnée les enfants. Les femmes et les filles sont les principales victimes des violences sexuelles liées aux conflits. 80 % de la totalité des besoins humanitaires sont imputables aux conflits.

50 millions d'enfants souffrent d'émaciation, la forme la plus dangereuse de **malnutrition**, et 9 millions d'enfants supplémentaires risquent d'être touchés d'ici à 2022 en raison des effets de la pandémie sur leur alimentation, sur les services de nutrition et sur les pratiques alimentaires.

Près d'un milliard d'enfants, soit près de la moitié des enfants du monde, vivent dans un pays courant un « risque extrêmement élevé » de subir les effets des **changements climatiques**.

Jamais autant d'enfants n'avaient été déplacés. L'année dernière, plus de 82 millions de personnes dans le monde étaient déplacées de force.

UNE PANDÉMIE

PROLONGÉE AUX EFFETS INÉGAUX

La pandémie continue de faire des ravages dans la vie des jeunes du monde entier. La COVID-19 a bouleversé la vie de chaque enfant sur la planète. Cependant, tous ne sont pas affectés de la même manière. Les gouvernements se sont engagés dans une course contre la montre pour accélérer les programmes de vaccination tout en prolongeant, voire en réintroduisant, des mesures de santé publique.

Une enquête menée par les bureaux de pays de l'UNICEF en mars et avril 2021 indique que tous les pays – et pas seulement ceux où une intervention humanitaire est en cours ou ceux qui sont en retard dans la réduction des taux de mortalité infanto-juvénile – continuent de faire face à de graves perturbations de leurs services en raison de la pandémie de COVID-19, même si ceux visés par un appel à l'action humanitaire pour les enfants sont davantage touchés. En cause, les mesures de confinement qui restreignent la mobilité, l'accès aux services et les transports.

Le relèvement économique est très inégal. Alors que les pays plus riches devraient combler toutes les pertes induites par la pandémie d'ici à la fin de l'année 2022, les pays à revenu faible font face à une crise budgétaire et économique susceptible de durer des années. De même, pendant que les premiers dépensent des milliers de milliards de dollars dans des programmes de relance et dans le déploiement des vaccins contre la COVID-19, les seconds connaissent une croissance économique plus lente, des pénuries de vaccin, une insécurité alimentaire et des niveaux croissants de pauvreté. Dans un contexte où de nombreux pays à revenu plus faible sont surendettés, la pandémie contribue à creuser le fossé entre les pays riches et les pays pauvres.

Ces disparités sont manifestes dans le déploiement des vaccins contre la COVID-19. Les avancées de la science et l'inventivité humaine ont permis la mise au point de vaccins vitaux en un temps record. Si les populations des pays riches ont accès à ces vaccins, beaucoup de personnes dans des pays plus pauvres attendent toujours de recevoir leur première dose. Au 1^{er} novembre 2021, plus de 80 % des doses de vaccins contre la COVID-19 avaient été administrées dans des pays à revenu élevé et intermédiaire de la tranche supérieure. Les pays à revenu faible, quant à eux, n'avaient reçu que 1,5 % des doses.

Lors du Sommet mondial sur la pandémie de coronavirus qui s'est tenu en septembre, les dirigeants du monde s'étaient fixé l'objectif que chaque pays ait vacciné 70 % de sa population d'ici à la fin du premier semestre 2022. Or, selon une estimation, plus de 85 pays à revenu faible devront attendre au moins 2023 pour atteindre un taux de vaccination de 60 %.

Ce déploiement inéquitable n'affecte pas seulement ceux qui n'ont pas accès aux vaccins ; le monde entier est concerné. Plus le virus continue de se propager, plus il continue de muter et de produire des variants potentiellement plus dangereux.

La pandémie ne sera terminée pour personne tant qu'elle ne sera pas terminée pour tout le monde.



« La COVID-19 a changé ma manière de voir le monde. Nous avons dû apprendre à nous adapter rapidement à des situations imprévisibles. Personnellement, la pandémie m'a encouragée à prendre davantage soin de ma santé et de mon hygiène et à faire preuve d'entraide [...]. Je souhaite continuer de faire bouger les choses et d'œuvrer en faveur des enfants d'Indonésie, en particulier des enfants du quartier de Bone [...]. Je souhaite que les filles indonésiennes puissent aller le plus loin possible dans leurs études sans être entravées par un mariage précoce ou un mariage arrangé, par exemple. J'aimerais que les gens prennent conscience du fait que l'éducation est primordiale. »

Zulfa, Indonésie. Extrait issu de la saison 2 de la série « Surmonter la COVID-19 » produite par l'UNICEF.



Avant de sortir, Endah met un masque à Fatima, sa fille de 3 ans. Elles vivent à Bekasi, dans la province de Java occidentale, en Indonésie.

© UNICEF/UNI346202/Wilander

UN AVENIR RÉINVENTÉ

Il y a un an, nous exhortions le monde à agir pour éviter une génération perdue à cause de la COVID-19. Un an plus tard, il est clair que les enfants et les jeunes d'aujourd'hui sont tout sauf passifs face à l'adversité. Ils forment une génération qui accepte le changement et les épreuves, et qui va de l'avant avec résilience et courage. Plutôt que de se résigner à un avenir déjà tracé, ils agissent et ouvrent de nouvelles possibilités.

La jeune génération se montre plus optimiste et confiante quant au fait que le monde s'améliore. Dans le cadre du projet L'Enfance en évolution, l'UNICEF a interrogé 20 000 personnes dans 21 pays et découvert que loin de se morfondre devant les inégalités et la crise climatique, les jeunes étaient plus confiants que les 40 ans et plus sur le fait que le monde s'améliorait. Selon la même enquête, les jeunes d'aujourd'hui étaient plus enclins que leurs aînés à reconnaître les progrès accomplis, du fait de l'amélioration de la qualité de vie et de l'élargissement de l'accès aux services.

Les attentes des enfants et des jeunes évoluent. Il ne leur suffit plus de faire entendre leur voix et de recevoir des services. Ils défendent leurs droits, s'imposent en tant qu'acteurs du changement et participent à la création et à la mise en œuvre de solutions. Que ce soit au sujet de la crise climatique, de la santé mentale, de l'éducation, de la xénophobie, du racisme ou de la discrimination, ils appellent les adultes à réinventer un avenir meilleur.

Quant à nous, les adultes, nous devons écouter leurs points de vue et en tirer des enseignements. Nous leur devons d'être à la hauteur.

À l'heure où l'UNICEF célèbre son 75^e anniversaire, et dans un contexte marqué par l'urgence, nous nous réengageons à travailler avec nos partenaires, nos soutiens, les enfants et les jeunes du monde entier afin de veiller à ce que tous les enfants survivent et s'épanouissent pour devenir des adultes en bonne santé et productifs, et de protéger les plus marginalisés et les plus vulnérables.

Les enfants doivent être les premiers à bénéficier des investissements et les derniers à souffrir des restrictions budgétaires. Aussi, nous entamons notre 76^e année en exhortant le monde à prendre immédiatement des mesures pour lutter contre la COVID-19 et se relever. Un relèvement équitable permettra non seulement d'annuler les effets de la pandémie, mais aussi de jeter les bases nécessaires pour répondre aux prochaines crises et combler les inégalités profondes qui affectent les enfants. Pour cela, nous devons :

1. Investir dans la protection sociale, le capital humain et les dépenses en faveur d'un relèvement inclusif et résilient :

- Assurer un relèvement inclusif pour chaque enfant ;
- Investir dans la réalisation du potentiel des jeunes migrants, des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

2. Mettre fin à la pandémie et inverser le recul alarmant enregistré dans les domaines de la santé et de la nutrition de l'enfant, notamment en tirant parti du rôle vital joué par l'UNICEF dans la distribution des vaccins contre la COVID-19 :

- Garantir un accès juste et équitable aux vaccins contre la COVID-19 ;
- Protéger les enfants contre les maladies mortelles mais évitables ;
- Mettre un terme à la crise nutritionnelle qui touche les enfants.

3. Reconstruire sur des bases plus solides en veillant à ce que chaque enfant reçoive une éducation de qualité, soit protégé et jouisse d'une bonne santé mentale :

- Reprendre l'apprentissage en présentiel et fournir à chaque enfant une éducation de meilleure qualité ;
- Investir en faveur de la santé mentale et du bien-être des enfants et des jeunes.

4. Renforcer la résilience afin de prévenir les crises, d'y répondre et de protéger les enfants plus efficacement, notamment en adoptant de nouvelles approches pour éradiquer la famine, protéger les enfants des changements climatiques et repenser la manière dont les fonds sont dépensés lors des catastrophes :

- En finir définitivement avec la famine et l'insécurité alimentaire ;
- Prendre des mesures immédiates pour protéger les enfants contre les effets des changements climatiques et ralentir la hausse dévastatrice des températures mondiales ;
- Repenser la manière dont les fonds sont dépensés lors des catastrophes ;
- Redoubler d'efforts pour protéger les enfants confrontés à la guerre.

75 ANS

DE RÉSULTATS POUR LES ENFANTS

Quand l'UNICEF a été fondé en 1946 au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le monde se trouvait dans un état de dévastation sans précédent. Les enfants avaient besoin du soutien, des services et du plaidoyer que l'UNICEF pouvait leur fournir.



Au début des années 1980, l'UNICEF a lancé « la Révolution pour la survie et le développement de l'enfant » dans le but de sauver la vie de millions d'enfants chaque année. Cette initiative repose sur quatre mesures à faible coût : la surveillance de la croissance, la thérapie par réhydratation orale, la promotion de l'allaitement et la vaccination.


1946
Années 1980
Années 1970
Années 1990

À l'échelle mondiale, la santé et le bien-être des enfants se sont considérablement améliorés depuis 1946. Avec l'aide de ses partenaires, l'UNICEF a mis au point des innovations qui ont révolutionné la vie des enfants, notamment la famille de pompes à eau manuelles India Mark II inventées dans les années 1970, qui restent encore aujourd'hui les pompes manuelles les plus largement utilisées dans le monde.



À la suite de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant (le cadre juridique international le plus complet sur les droits de l'enfant) en 1989, l'UNICEF a rassemblé les nations sous la bannière des droits de l'enfant et adopté une approche fondée sur les droits humains dans ses programmes, plaçant les principes des droits de la personne au cœur de ses activités. Dans les années 1990, l'UNICEF a également créé « L'école en boîte », qui continue de permettre aux enfants de poursuivre leur apprentissage dans les situations d'urgence.





Dans les années 2000, l'UNICEF a déployé à grande échelle un aliment thérapeutique prêt à l'emploi qui s'est imposé comme la référence mondiale pour traiter les enfants souffrant de malnutrition. De 2000 à 2019, l'élargissement de la couverture de la prévention et du traitement du paludisme, notamment grâce à l'utilisation de moustiquaires imprégnées d'insecticide, de tests de diagnostic rapide et de médicaments efficaces, a permis de faire baisser la mortalité due au paludisme de 60 % dans le monde.



Enfin, en 2020, tandis que le monde se débattait avec la pandémie de COVID-19, l'UNICEF a joué un rôle majeur dans la riposte à l'échelle du système des Nations Unies et dirigé les efforts d'achat et d'approvisionnement des vaccins contre la COVID-19 pour que tous les pays puissent jouir d'un accès juste et équitable à la vaccination dans le cadre du Mécanisme COVAX.

Années **2000**

Années **2020**

Années **2010**



Une décennie plus tard, l'UNICEF a endossé un rôle de premier plan pour éliminer les inégalités systémiques à travers le monde. En 2015, le monde a commencé à travailler à la mise en œuvre d'un nouveau programme de développement mondial visant à atteindre, d'ici à 2030, les nouvelles cibles établies dans les objectifs de développement durable (ODD).

Cependant, il reste encore de nombreux progrès à accomplir. Beaucoup trop d'enfants et de jeunes défavorisés sont toujours laissés de côté en raison de discriminations et d'inégalités profondément ancrées. L'UNICEF est résolu à atteindre les enfants des foyers, des communautés et des pays les plus pauvres et les plus défavorisés.

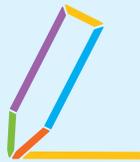




Hamsatou, 13 ans, se lave les mains au sein du camp pour personnes déplacées de Socoura à Mopti, au Mali.

LES EFFETS DE LA COVID-19 SUR LES ENFANTS

Les écoles du monde entier sont restées fermées pendant près de **80 % du temps d'enseignement en classe** durant la première année de la pandémie.



En mars 2020, au plus fort de la pandémie, 1,6 milliard d'élèves (90 % de l'ensemble des élèves dans le monde) étaient touchés par la fermeture de leur école.

Au plus fort de la pandémie, 1,8 milliard d'enfants vivaient dans l'un des 104 pays où les **services de prévention et de lutte contre la violence étaient gravement perturbés**.



Selon les projections, le pourcentage d'enfants vivant dans la pauvreté multidimensionnelle serait passé de 46 à 48 % avant la COVID-19 à près de 52 % en 2021, ce qui signifie que **100 millions d'enfants supplémentaires seraient touchés**.

Le pourcentage d'enfants vivant en situation de pauvreté monétaire serait passé de 32 % en 2019 à 35 % en 2021, soit une augmentation qui représente **60 millions d'enfants depuis l'apparition de la pandémie**.



50 millions d'enfants souffrent d'émaciation, la forme la plus grave de malnutrition. 9 millions d'enfants supplémentaires pourraient être concernés d'ici à 2022 en raison des effets de la pandémie.



En octobre 2020, la pandémie avait perturbé ou interrompu des services essentiels de santé mentale dans 93 % des pays à travers le monde.



Les conflits touchent de plus en plus les civils, affectant les enfants de manière disproportionnée, et **les femmes et les filles sont exposées à un risque accru de violences sexuelles liées aux conflits**.



En 2020, **plus de 23 millions d'enfants ont été privés de vaccins essentiels**, un chiffre inégalé depuis 2009.

PAUVRETÉ

La pandémie de COVID-19 sape les progrès accomplis pour lutter contre la pauvreté touchant les enfants. Bien que, dans la majeure partie du monde, les niveaux de pauvreté touchant les enfants à la fin de l'année 2021 aient baissé par rapport à ceux enregistrés au cours des premiers mois de la pandémie en 2020, il faudra au moins 7 ou 8 ans pour se relever et revenir aux niveaux d'avant la pandémie. En d'autres termes, le relèvement n'est pas assez rapide.

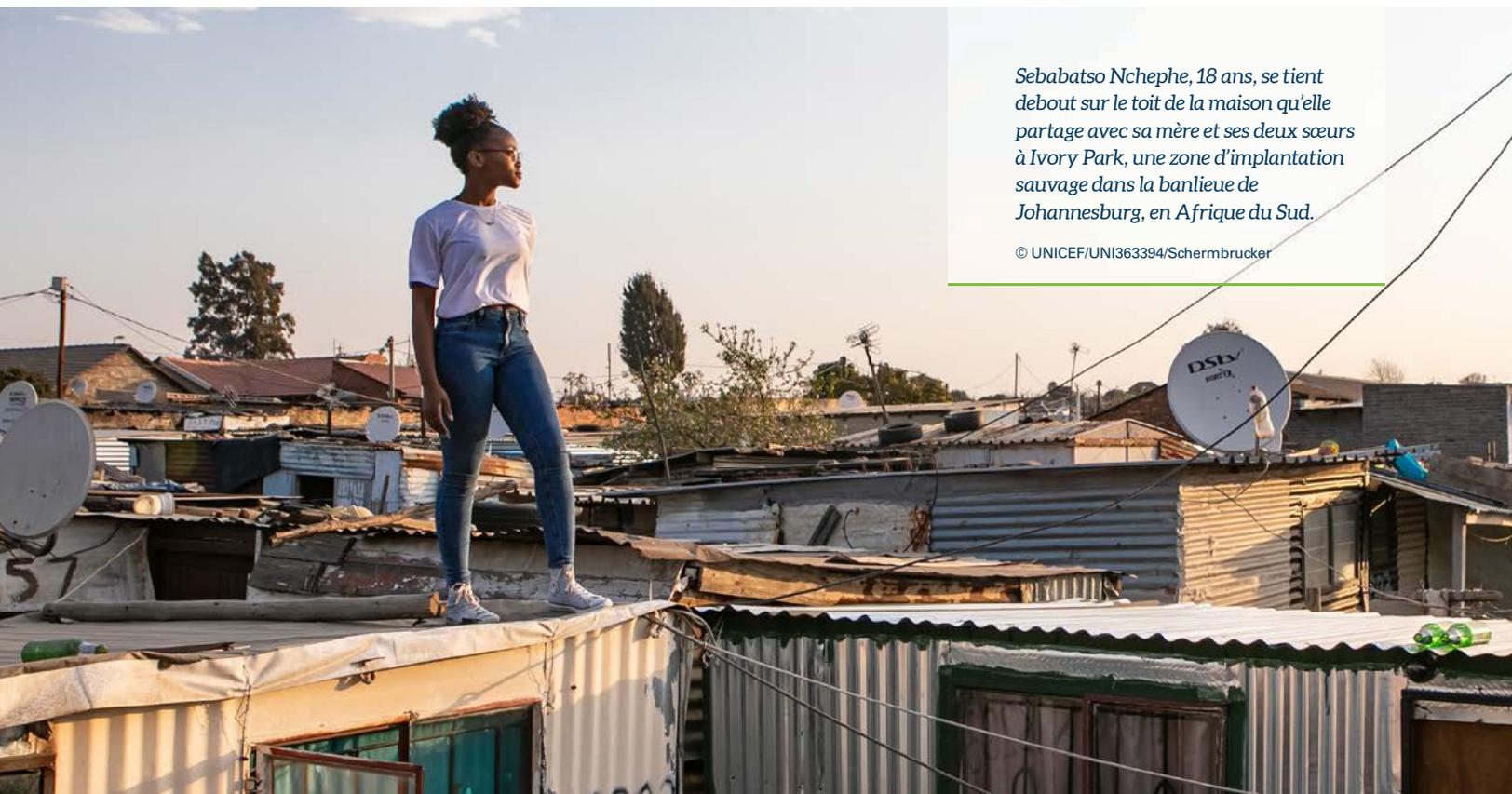
L'UNICEF prend en compte deux mesures différentes, mais complémentaires, pour calculer la pauvreté des enfants : les enfants vivant au sein d'un foyer en situation de pauvreté monétaire et les enfants vivant dans la pauvreté multidimensionnelle (privations dans au moins l'un des domaines suivants : l'éducation, la santé, le logement, la nutrition, l'assainissement et l'eau).

Le pourcentage d'enfants vivant au sein d'un foyer en situation de pauvreté monétaire a considérablement augmenté entre 2019 et 2020. Bien qu'une légère baisse ait été observée à l'échelle mondiale en 2021 par rapport

à 2020, les inégalités restent frappantes. Si la situation s'améliore dans les pays plus riches, le taux de pauvreté continue d'augmenter dans les pays à revenu faible et les pays les moins avancés depuis 2020.

Dans les pays en développement, le pourcentage d'enfants vivant dans la pauvreté multidimensionnelle serait passé de 46 à 48 % avant l'apparition de la COVID-19 (ce qui représente près d'un milliard d'enfants) à près de 52 % en 2021. Cela signifie que 100 millions d'enfants supplémentaires vivraient dans la pauvreté par rapport à l'année 2019, selon les projections. Dans les pays les moins avancés, l'augmentation de la pauvreté serait encore plus importante, puisqu'elle serait passée de 48 % en 2019 à près de 56 % en 2021 (ce qui signifie que plus de 40 millions d'enfants supplémentaires seraient touchés).

En outre, les pays à revenu faible se relèvent moins vite et continuent d'enregistrer des taux plus élevés de chômage, ce qui prolonge la souffrance des familles et des enfants. Les effets inégaux de la COVID-19



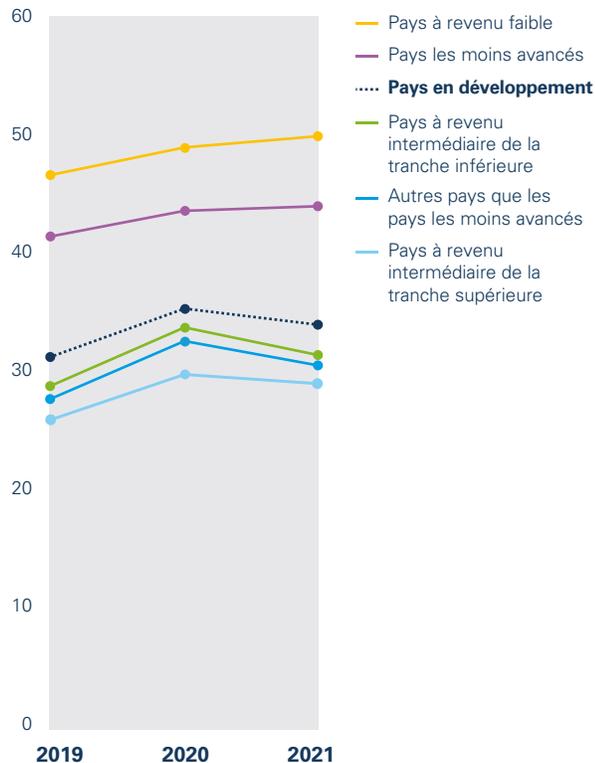
Sebatso Nchephe, 18 ans, se tient debout sur le toit de la maison qu'elle partage avec sa mère et ses deux sœurs à Ivory Park, une zone d'implantation sauvage dans la banlieue de Johannesburg, en Afrique du Sud.

© UNICEF/UNI363394/Schermbrucker

FIGURE 1 :

Le pourcentage d'enfants vivant au sein d'un foyer en situation de pauvreté monétaire devrait continuer d'augmenter dans les pays à revenu faible

Enfants vivant dans la pauvreté monétaire (en %)



creuseront probablement davantage les inégalités entre les pays, affectant particulièrement les enfants vivant dans les régions pauvres. Les enfants vivant déjà dans la pauvreté monétaire courent le risque de sombrer davantage dans la pauvreté, tandis qu'une nouvelle vague d'enfants est susceptible d'augmenter la prévalence de la pauvreté en raison de la hausse des taux de chômage.

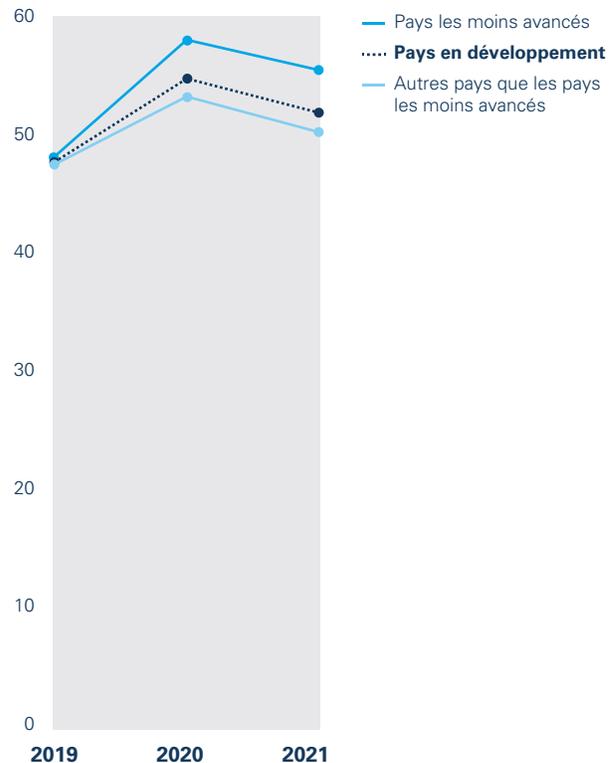
Même avant la pandémie, près de la moitié des enfants des pays en développement souffraient au moins d'une privation grave dans le domaine de l'éducation, de la santé, du logement, de la nutrition ou de l'eau et de l'assainissement. En 2020, la pauvreté multidimensionnelle a augmenté de 15 à 18 % à cause des effets immédiats de la COVID-19, tels que les fermetures d'écoles et la perturbation des services.

Ces chiffres devraient en partie baisser en 2021 grâce à la réouverture des écoles et à la reprise des services de

FIGURE 2 :

La hausse de la pauvreté multidimensionnelle depuis l'apparition de la COVID-19 devrait être beaucoup plus marquée dans les pays les moins avancés

Enfants vivant dans la pauvreté multidimensionnelle (en %)



santé. Cependant, plus la pandémie dure, plus il devient évident que les perturbations économiques ont des effets tardifs et cumulatifs sur la nutrition, ce qui modifie la composition de la pauvreté. Celle-ci touche désormais d'autres profils d'enfants et implique des problèmes différents, dont une grande partie sont attribuables aux importantes lacunes existant en matière de protection sociale. Par exemple, seul un enfant sur quatre a accès à une forme d'indemnité pour enfant à charge ou de prestations familiales¹.

¹ Remarque : Pour en savoir plus sur les postulats, les analyses et les méthodes utilisés pour élargir et mettre à jour les projections relatives aux effets de la COVID-19 sur la pauvreté touchant les enfants et les enfants vivant au sein d'un foyer en situation de pauvreté monétaire réalisées l'année dernière par l'organisation Save the Children et l'UNICEF, veuillez consulter le document intitulé *Technical Note: Impact of COVID-19 on Child Poverty, second year* disponible à l'adresse www.unicef.org/reports/unicef-75-preventing-a-lost-decade.

SANTÉ ET VACCINATION

Plus de la moitié des pays ayant déclaré des données sur le premier trimestre 2021 ont signalé une diminution des services de vaccination de routine par rapport à la même période en 2020 et plus d'un tiers ont fait état de perturbations dans ces services, tant dans les centres de soins que dans le cadre des services de proximité.

En moins de deux ans, la pandémie a érodé des années de progrès en faveur de la vaccination des enfants :

- En 2020, plus de 23 millions d'enfants ont été privés de vaccins essentiels, un chiffre en hausse de 4 millions depuis 2019 et inégalé depuis 2009.
- Sur ces 23 millions d'enfants, plus de 60 % vivent dans dix pays seulement (l'Angola, le Brésil, l'Éthiopie, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, le Nigéria, le Pakistan, les Philippines et la République démocratique du Congo)

et 17 millions d'entre eux n'avaient reçu aucun vaccin (enfants « zéro dose »).

- La majorité de ces enfants vivent dans des communautés touchées par des conflits, dans des lieux isolés mal desservis, ou dans des zones d'implantation sauvage en milieu urbain où ils sont confrontés à des privations multiples, parmi lesquelles un accès limité aux services de santé élémentaires et aux principaux services sociaux.



Rocham Dear porte son enfant handicapé au sein du centre de dépistage et de vaccination soutenu par l'UNICEF dans la province de Ratanakiri, au Cambodge.

© UNICEF/UNI316681/Frank Dejo

ÉDUCATION

Durant la première année de la pandémie, les fermetures d'écoles ont touché le monde entier, affectant l'ensemble des pays et des régions.

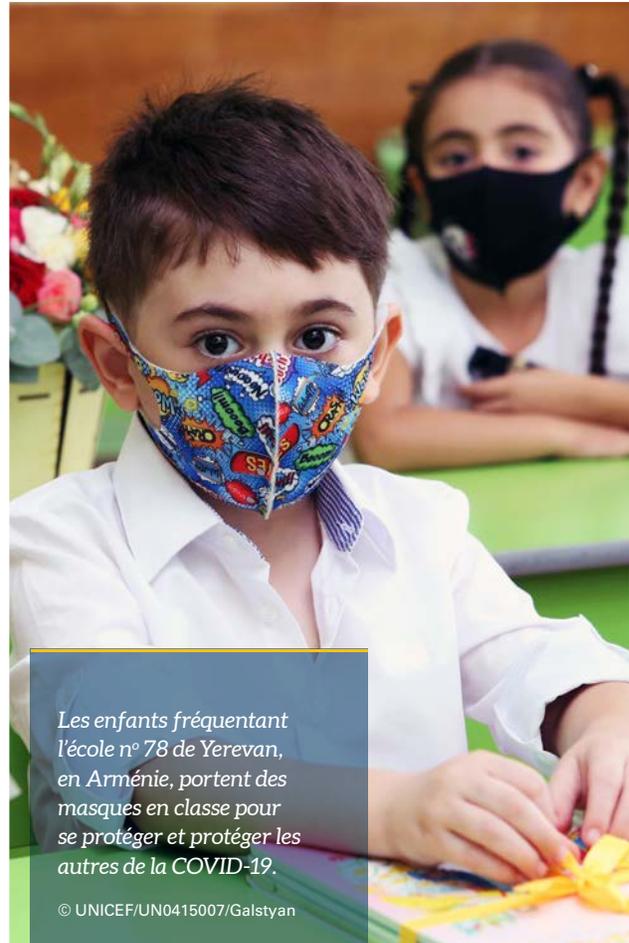
En effet, les écoles de toute la planète étaient soit complètement soit partiellement fermées, entraînant ainsi une perte de près de 80 % du temps d'enseignement en classe (les fermetures complètes représentant 43 % du temps d'enseignement en présentiel contre 35 % pour les fermetures partielles).

L'Amérique latine et les Caraïbes ont été la région la plus touchée, 80 % du temps d'enseignement ayant été perturbé en raison de la fermeture complète des écoles. En Asie du Sud, qui constitue la région la plus peuplée, la perte du temps d'enseignement imputable à la fermeture complète des écoles s'est élevée à 57 %, tandis qu'elle a atteint 51 % au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Dans certains pays, les écoles n'ont pas rouvert depuis le début de la pandémie, en 2020. Selon des données de l'UNESCO, au 31 octobre 2021, plus de 55 millions d'élèves dans 14 pays étaient privés d'école et ne bénéficiaient d'aucun apprentissage en présentiel. Les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure ont davantage été affectés par la fermeture complète des écoles que les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et les pays à revenu élevé.

Si les écoliers issus de milieux plus riches ont accès à la technologie numérique et peuvent poursuivre leur apprentissage à distance, les enfants venant de familles plus démunies risquent de prendre davantage de retard dans leur apprentissage. Les fermetures d'écoles prolongées conjuguées à un apprentissage à distance inadapté risquent de provoquer des lacunes considérables, exacerbant davantage la crise de l'apprentissage.

En outre, des inégalités frappantes en matière d'accès à Internet persistent à l'échelle internationale et nationale. Au niveau mondial, 2,2 milliards d'enfants et de jeunes âgés de 25 ans ou moins – soit deux tiers des enfants et des jeunes du monde – n'ont pas de connexion Internet chez eux.

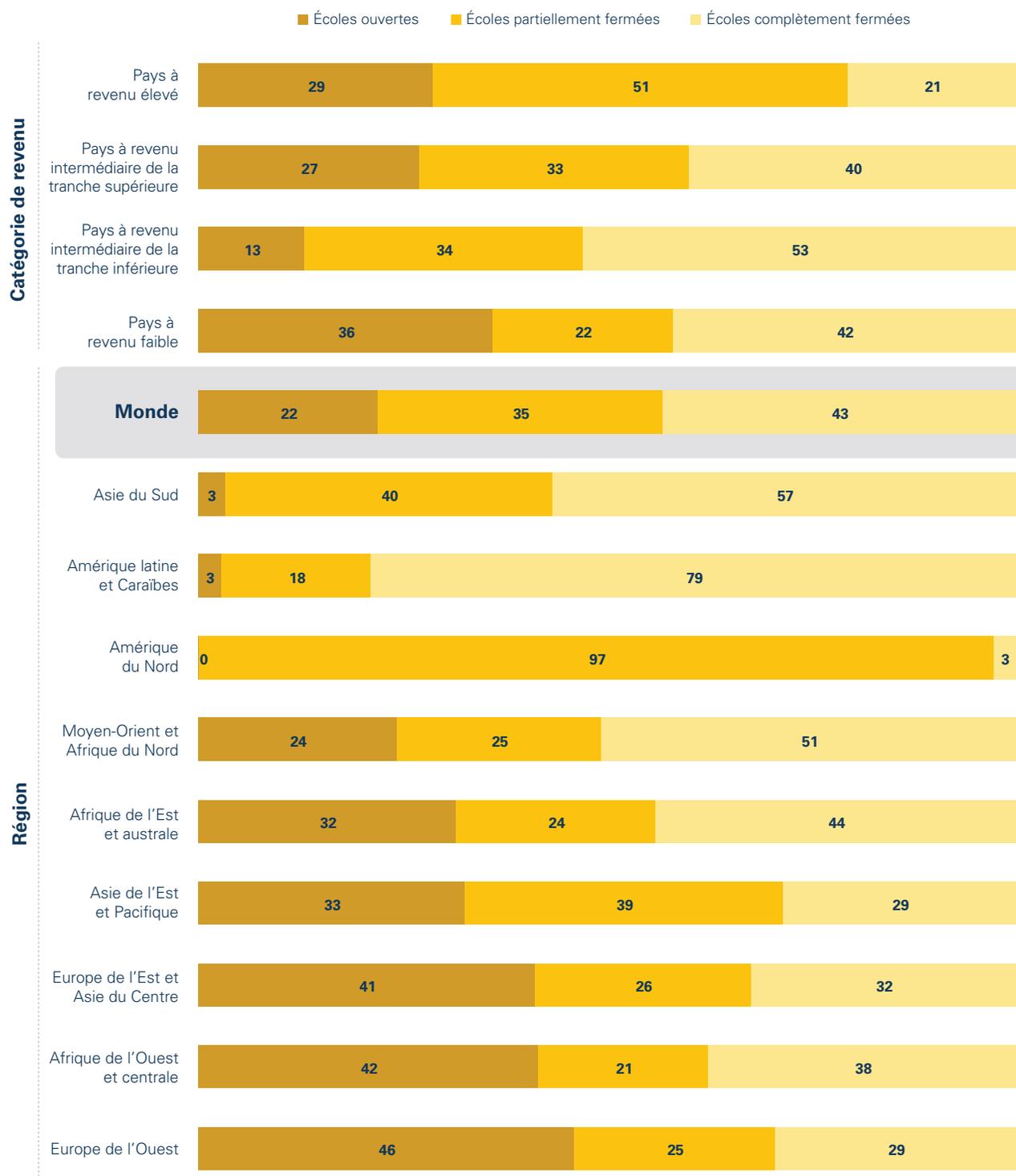


Les enfants fréquentant l'école n° 78 de Yerevan, en Arménie, portent des masques en classe pour se protéger et protéger les autres de la COVID-19.

© UNICEF/UN0415007/Galstyan

Les disparités d'accès à Internet sont encore plus flagrantes entre les pays riches et les pays pauvres. Seuls 6 % des enfants et des jeunes âgés de 25 ans ou moins dans les pays à revenu faible ont accès à Internet chez eux, contre 87 % dans les pays à revenu élevé. Toujours à l'échelle mondiale, dans le quintile des familles les plus riches, 58 % des enfants et des jeunes âgés de 25 ans ou moins bénéficient d'un accès à Internet chez eux contre seulement 16 % des enfants et des jeunes vivant dans le quintile des foyers les plus pauvres.

FIGURE 3 : La fermeture complète des écoles a perturbé un pourcentage plus élevé de temps d'enseignement en classe dans les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure



Pourcentage de temps d'enseignement en présentiel perturbé par les fermetures d'écoles durant la première année de la pandémie (11 mars 2020 – 11 mars 2021)

Remarque : Les écoles sont dites « complètement fermées » lorsque les fermetures décidées par le gouvernement affectent au moins 70 % des élèves (de l'enseignement préscolaire au deuxième cycle du secondaire) du pays ; les écoles sont dites « partiellement fermées » lorsque les fermetures décidées à l'échelle infranationale affectent une proportion plus faible d'élèves.

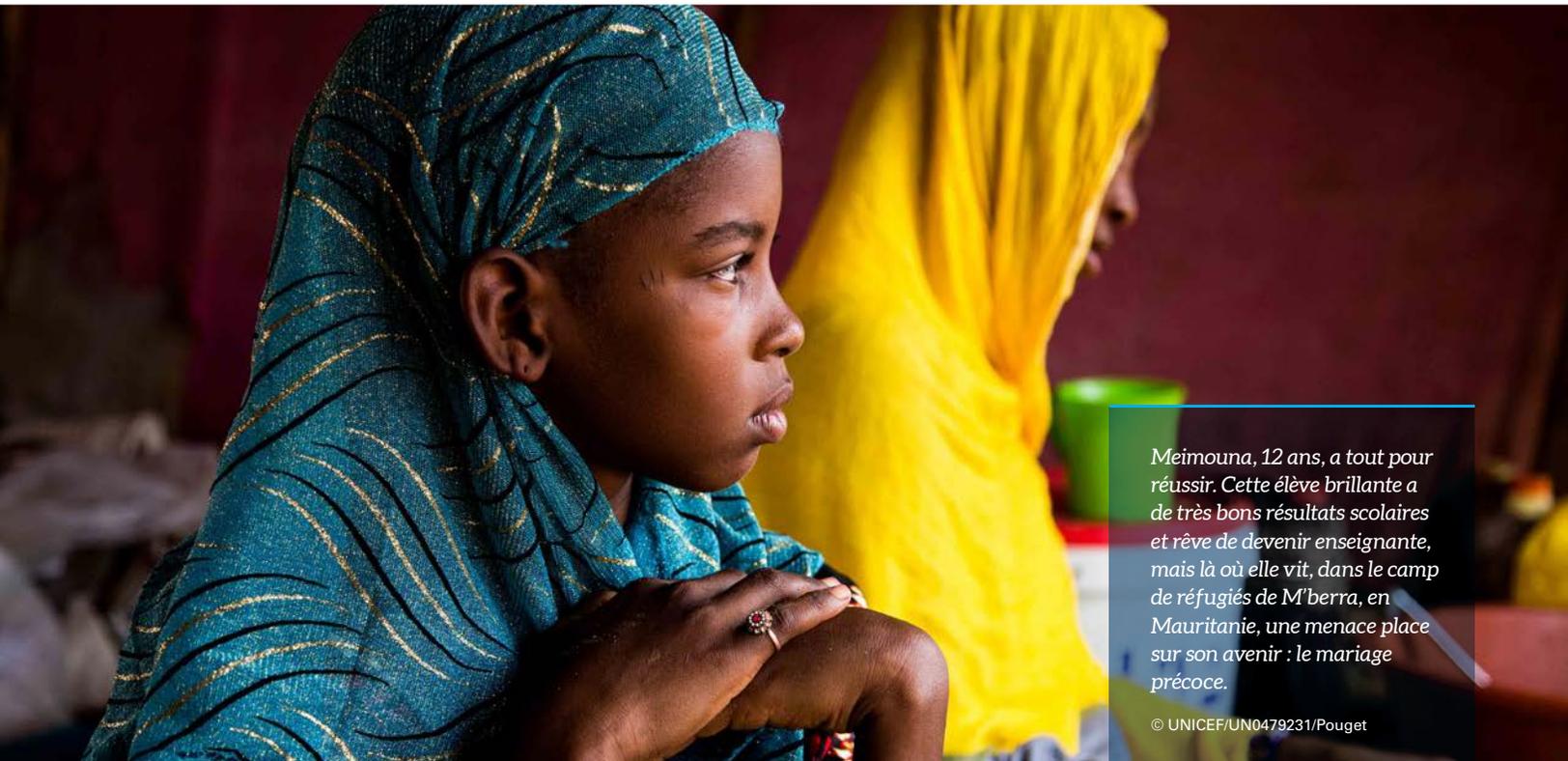
PROTECTION DE L'ENFANCE

Même avant la pandémie, la violence était déjà bien trop courante dans la vie des enfants, affectant au moins un milliard d'entre eux chaque année. Tout laisse à penser que les perturbations et les mesures de santé publique associées à la pandémie ont accru la fréquence et l'intensité des violences. Parallèlement, les enfants ont été coupés de la plupart des personnes sur lesquelles ils pouvaient s'appuyer lorsqu'ils étaient en détresse, notamment au sein du cadre scolaire, de la famille élargie et de la communauté. Au plus fort de la pandémie, 1,8 milliard d'enfants vivaient dans l'un des 104 pays où les services de prévention et de lutte contre la violence étaient gravement perturbés. La crise sanitaire actuelle finira par disparaître, mais les effets de la violence et des traumatismes durant l'enfance peuvent perdurer, et entraîner d'importants coûts sociaux et économiques.

Le mariage d'enfants est étroitement lié à un niveau d'éducation plus faible, à des grossesses précoces, à la violence au sein du couple, à la mortalité maternelle et infanto-juvénile, à des taux plus élevés d'infections sexuellement transmissibles, à la pauvreté intergénérationnelle et à la perte d'autonomie des filles

mariées. La pandémie est en train d'annihiler des années de progrès pour mettre fin à cette pratique. Elle pourrait provoquer jusqu'à 10 millions de mariages d'enfants supplémentaires d'ici à la fin de la décennie. Pour mettre un terme à cette pratique, il est impératif de réduire la pauvreté et d'élargir l'accès à l'éducation et à l'emploi.

Les progrès mondiaux pour mettre fin au travail des enfants stagnent pour la première fois en 20 ans. Selon les dernières estimations mondiales, 160 millions d'enfants dans le monde travaillent, soit 8,4 millions d'enfants de plus qu'il y a quatre ans. Au début de l'année 2020, 63 millions de filles et 97 millions de garçons dans le monde travaillaient, soit une moyenne d'un enfant sur dix dans le monde. Neuf millions d'enfants supplémentaires risquent d'être contraints de travailler d'ici à la fin de l'année 2022 en raison de l'augmentation de la pauvreté provoquée par la pandémie.



Meimouna, 12 ans, a tout pour réussir. Cette élève brillante a de très bons résultats scolaires et rêve de devenir enseignante, mais là où elle vit, dans le camp de réfugiés de M'berra, en Mauritanie, une menace plane sur son avenir : le mariage précoce.

© UNICEF/UN0479231/Pouget

NUTRITION

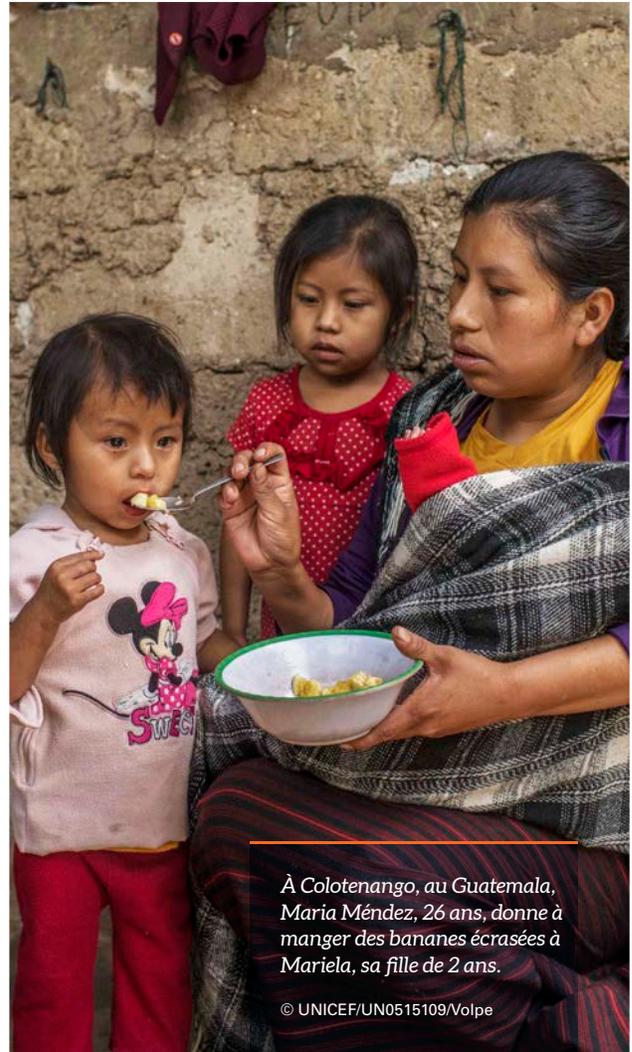
La pandémie a davantage mis à mal la nutrition, l'alimentation et la sécurité alimentaire des enfants et des adolescents – en particulier de ceux qui vivent dans la pauvreté et sont exposés à de multiples vulnérabilités – alors que nombre d'entre eux souffraient déjà depuis longtemps d'une alimentation inadaptée. En effet, seuls 29 % des enfants âgés de 6 à 23 mois bénéficient d'une diversité alimentaire minimale et seuls 52 % prennent des repas à la fréquence minimale recommandée – une situation qui a peu évolué au cours des 10 dernières années et que la crise sanitaire n'a fait qu'aggraver.

Les mesures de quarantaine, la détérioration de la situation économique des familles et les fermetures d'écoles ont considérablement augmenté l'**insécurité alimentaire**. Aux Philippines, le nombre de ménages touchés par une insécurité alimentaire modérée ou sévère est passé à 65 %, contre 40 % avant la pandémie. 56 % des ménages philippins déclarent rencontrer des problèmes pour se procurer de la nourriture en raison des pertes d'emplois, d'un manque d'argent ou du fonctionnement limité des transports publics.

Les difficultés économiques ont forcé des familles à recourir à des **mécanismes d'adaptation reposant sur l'alimentation** pour faire face à l'amenuisement des ressources alimentaires. Elles ont notamment réduit la taille des portions durant les repas, arrêté d'acheter leurs aliments préférés ou privilégié les denrées moins chères. Au Cambodge, 71 % des ménages avaient recours à de tels mécanismes en juillet 2021, contre 62% en août 2020.

La diversité alimentaire s'est appauvrie. La pandémie a aussi affecté la qualité de l'alimentation des enfants, augmentant considérablement le risque de carences en micronutriments. Au Sri Lanka, les enfants de 6 à 23 mois consommaient moins de viande, de produits laitiers, de légumineuses, et d'aliments riches en vitamine A par rapport aux données de novembre 2019.

Les enfants ont consommé davantage d'**aliments transformés**. Les mesures de distanciation physique et les restrictions en matière de déplacement ont contraint les enfants et leur famille à passer plus de temps à la maison, ce qui a entraîné une modification de leurs habitudes alimentaires et une consommation plus fréquente d'aliments mauvais pour la santé. Par exemple, au Kenya et en Ouganda, la consommation de fruits a baissé de 30 % depuis le début de la pandémie. Au Zimbabwe, 36 % de la population ont rapporté consommer davantage de produits sucrés et d'aliments malsains depuis le début du confinement en mai 2020.



À Colotenango, au Guatemala, Maria Méndez, 26 ans, donne à manger des bananes écrasées à Mariela, sa fille de 2 ans.

© UNICEF/UN0515109/Volpe

Les enfants ont été exposés à un nombre accru de **publicités pour des produits néfastes pour la santé** dans les médias durant la pandémie. Un examen des publications sur les médias sociaux mené en Uruguay confirme les stratégies de marketing numérique des entreprises alimentaires. Sur Facebook, elles présentaient la pandémie comme une « excuse » pour « rester à la maison » et consommer davantage leurs produits dans plus d'un tiers (35 %) de leurs publications portant sur des produits ultra-transformés.



À Lusikisiki Ngobozana, dans la province du Cap-Est, en Afrique du Sud, une agente de santé surveille la guérison de Marlon, un petit garçon atteint de malnutrition aiguë que sa mère, Nomakhosazana, tient dans ses bras.

Les confinements liés à la COVID-19 ont rendu les communautés marginalisées encore plus vulnérables. En Afrique du Sud, la malnutrition aiguë modérée à sévère reste une cause sous-jacente majeure de mortalité infanto-juvénile. Si les agents de santé de proximité continuent de se rendre au domicile des enfants recevant un traitement contre la malnutrition, bon nombre de familles constatent que la fréquence des visites à domicile a diminué et que les centres de soins ne sont pas restés ouverts de façon systématique. Les restrictions de déplacement imposées par la pandémie ont mis encore davantage en lumière la fracture entre les personnes qui ont les moyens de se procurer une alimentation adaptée et d'accéder aux services et celles qui ne le peuvent pas.

Photographie extraite du projet Generation COVID mené par l'UNICEF et l'agence Magnum Photos.



Des enfants participent à des jeux et des activités de sensibilisation émotionnelle dans le cadre d'un programme de santé mentale et de soutien psychosocial mis en place par l'UNICEF à Chattisgarh, en Inde.

© UNICEF/UN0517425/Panjwani

SANTÉ MENTALE

Même avant la pandémie, dans la quasi-totalité des pays, la santé mentale était source de stigmatisation et souffrait d'un manque de financement. Or, une mauvaise santé mentale limite les chances des enfants et des adolescents du monde entier de réussir dans la vie.

- Plus de 13 % des adolescents âgés de 10 à 19 ans vivent avec un trouble mental diagnostiqué.
- Le suicide est la quatrième cause de décès chez les jeunes âgés de 15 à 19 ans.
- La moitié des problèmes de santé mentale commencent avant l'âge de 14 ans.

La COVID-19 a mis en lumière l'ampleur et la gravité de la crise de la santé mentale. La perturbation des habitudes, de l'éducation et des loisirs ainsi que les préoccupations concernant le revenu des familles, la santé et l'augmentation des niveaux de stress et d'anxiété ont suscité de la peur, de la colère et une inquiétude pour l'avenir chez de nombreux enfants et jeunes.

En octobre 2020, la pandémie avait perturbé ou interrompu des services de santé mentale essentiels dans 93 % des pays à travers le monde, tandis que la demande de soutien en matière de santé mentale augmentait. Les confinements nationaux ont renforcé la pression sur les enfants vulnérables, et mis à mal la capacité des parents et des personnes ayant la charge d'enfants à les protéger et à leur fournir des soins attentifs.

Dans le cadre du projet L'Enfance en évolution mené par l'UNICEF dans 21 pays durant le premier semestre de l'année 2021, un jeune sur cinq a signalé se sentir souvent déprimé ou n'avoir goût à rien.

En réalité, il nous faudra plusieurs années pour connaître les véritables effets de la COVID-19 sur la santé mentale des enfants.



Arrivée à l'aéroport international de Beyrouth d'un avion affrété par l'UNICEF. À son bord : des médicaments essentiels, des sels de réhydratation orale et des antibiotiques, du matériel médical et chirurgical, ainsi que des produits nutritionnels.

© UNICEF/UN0551291/Choufany

SITUATIONS D'URGENCE HUMANITAIRE

Les tendances humanitaires actuelles sont très préoccupantes. Le nombre de pays et de personnes frappés par des crises humanitaires, notamment des catastrophes naturelles, des conflits armés et des épidémies de maladies infectieuses continue d'augmenter fortement. Les appels interorganisations de l'ONU reflètent l'ampleur croissante des besoins en matière d'aide et de protection humanitaires. En 2011, 14 appels consolidés visaient à atteindre 112 millions de personnes. En 2021, 27 appels consolidés concernant 160 millions de personnes ont été lancés.

Les conflits, qui touchent de plus en plus les populations civiles, affectent de manière disproportionnée les enfants et exposent les femmes et les filles à un risque accru de violences sexuelles. Tandis que l'intensité des conflits augmente, jamais autant de personnes n'avaient été déplacées à l'intérieur de leur pays. Au début de l'année 2021, le monde comptait 48 millions de personnes déplacées et 20 millions de réfugiés, selon les estimations.

À cette situation préoccupante vient s'ajouter l'aggravation de la crise climatique, qui, par voie de conséquence, intensifie la crise des droits de l'enfant, puisque les catastrophes naturelles et les événements climatiques de plus en plus graves et fréquents exacerbent leurs vulnérabilités chroniques. À l'échelle mondiale, près d'un milliard d'enfants, soit près de la moitié des enfants du monde, vivent dans un pays exposé à un « risque extrêmement élevé » de subir les effets des changements climatiques.



Un garçon sourit au centre d'apprentissage de Barranquilla, en Colombie, où sont proposés des services d'éducation aux enfants de 6 à 15 ans qui ont été déplacés à la suite de violences et ne sont plus scolarisés.

PLAN D'ACTION À DÉPLOYER D'URGENCE EN FAVEUR DES ENFANTS

Au moment où l'UNICEF a été fondé, il y a 75 ans, le monde avait besoin de solutions pour combler les écarts, tirer parti des progrès mondiaux et assurer la protection et le respect des droits humains universels. Aujourd'hui comme à l'époque, nous restons fermement convaincus que pour mener à bien cette mission, il faut commencer par garantir à la nouvelle génération une vie meilleure qu'à la précédente.

Nous savons vers quel monde nous devons tendre. Un monde dans lequel la Convention des droits de l'enfant est parfaitement respectée et tous les objectifs de développement durable sont atteints. Un monde dans lequel nous agissons ensemble pour mettre fin à la pandémie et inverser le recul potentiellement dévastateur observé dans les domaines de la santé et de la nutrition de l'enfant. Un monde dans lequel nous reconstruisons sur des bases plus solides en assurant une éducation de qualité et en veillant à la santé mentale de chaque enfant. Un monde dans lequel nous mettons fin à la pauvreté et nous investissons dans le capital humain pour nous relever sans laisser personne de côté. Un monde dans lequel nous enrayerons les changements climatiques. Enfin, un monde dans lequel nous concluons un nouveau pacte en faveur des enfants confrontés aux conflits, aux catastrophes et aux déplacements.

La liste ci-dessous fournit une feuille de route claire pour que ce monde devienne réalité.

Toutefois, ces solutions ne sont qu'un début. Si nous voulons sortir plus forts de cette épreuve, il nous faudra œuvrer ensemble – les gouvernements, les entreprises, la société civile, le public et, par-dessus tout, les enfants et les jeunes – afin de bâtir un avenir meilleur pour chaque enfant.

- 1. Investir dans la protection sociale, le capital humain et les dépenses en faveur d'un relèvement inclusif et résilient.**



- 2. Mettre fin à la pandémie et inverser le recul alarmant enregistré dans les domaines de la santé et de la nutrition de l'enfant, notamment en tirant parti du rôle vital joué par l'UNICEF dans la distribution des vaccins contre la COVID-19.**



- 3. Reconstruire sur des bases plus solides en veillant à ce que chaque enfant reçoive une éducation de qualité, soit protégé et jouisse d'une bonne santé mentale.**



- 4. Renforcer la résilience afin de prévenir les crises, d'y répondre et de protéger les enfants plus efficacement, notamment en adoptant de nouvelles approches pour éradiquer la famine, protéger les enfants des changements climatiques et repenser la manière dont les fonds sont dépensés lors des catastrophes.**



1

**INVESTIR DANS LA PROTECTION SOCIALE,
LE CAPITAL HUMAIN ET LES DÉPENSES EN
FAVEUR D'UN RELEVEMENT INCLUSIF ET
RÉSILIENT**

Ranvir rit de bon cœur en jouant avec ses amis au centre Anganwadi de Nayakheda (Rajasthan), en Inde. À l'image des crèches, les centres Anganwadi accueillent les enfants des villages et zones rurales de l'Inde et leur fournissent des repas, des services de santé essentiels, un accès à la vaccination et un endroit sûr pour jouer et apprendre dans la bonne humeur.

ASSURER UN RELÈVEMENT INCLUSIF POUR CHAQUE ENFANT

La pandémie de COVID-19 risque d'entraîner des répercussions économiques à long terme d'une ampleur dévastatrice pour les enfants, les communautés et les pays du monde entier. Les enfants qui étaient déjà marginalisés sont les plus touchés, car ils subissent les effets de la pauvreté, de la fermeture des écoles, d'une mauvaise nutrition et de la perturbation des services de santé mentale.

À la suite d'une crise économique, les gouvernements ont tendance à réduire leurs dépenses et les programmes en faveur des enfants ne sont généralement pas épargnés par les restrictions budgétaires. Si ce schéma se reproduit dans le sillage de la COVID-19, la pauvreté et la précarité des enfants perdureront bien après l'apaisement de la crise immédiate.

Pour éviter une décennie perdue, il est essentiel que les pays investissent en faveur des enfants afin d'engendrer une croissance économique pérenne et inclusive et de les préparer à l'économie mondiale de demain.

Nous devons adopter immédiatement un plan de relèvement inclusif afin de restaurer les acquis du développement obtenus par le passé au prix de durs efforts et de prémunir des millions d'enfants supplémentaires et leur famille contre les effets de la pauvreté.

Une fillette réfugiée rohingya enjambe une grande flaque d'eau formée par les récentes précipitations tombées sur le camp pour réfugiés rohingya de Balukhali, dans le district de Cox's Bazar, au Bangladesh.

© UNICEF/UN0205640/Sokol



Pour assurer un relèvement inclusif, il est impératif :

- 1. Que les gouvernements maintiennent les dépenses essentielles dans le domaine social de sorte que les systèmes et les interventions soient protégés des restrictions budgétaires, voire étendus si nécessaire. Pour cela, ils doivent :**

 - Identifier et cantonner des fonds dédiés aux programmes en faveur des enfants, en souscrivant au principe selon lequel les enfants devraient être les premiers à bénéficier des investissements et les derniers à souffrir des restrictions budgétaires ;
 - Élargir les programmes offrant une protection sociale résiliente aux enfants les plus vulnérables, quel que soit leur statut migratoire, ainsi qu'aux familles ayant la charge d'enfants, en œuvrant notamment pour le versement d'allocations familiales universelles et la mise à disposition de services adaptés, tels que des services de garde d'enfants de qualité à un prix abordable ;
- 2. Que les gouvernements veillent à utiliser les ressources financières le plus équitablement et le plus efficacement possible, et garantissent une répartition optimale des fonds entre les différents secteurs sociaux visant à renforcer le capital humain. Pour cela, ils doivent, entre autres :**

 - Œuvrer pour une relance verte, bas-carbone et inclusive au lendemain de la pandémie de COVID-19, afin de ne pas compromettre la capacité des générations futures à lutter contre la crise climatique ;
- 3. Que les donateurs internationaux mobilisent des fonds en faveur d'un relèvement inclusif qui protège les enfants, en particulier les plus pauvres et les plus marginalisés. Pour cela, ils doivent :**

 - Maintenir ou revoir à la hausse leurs engagements en matière d'aide aux pays tiers, en identifiant de nouvelles options de financement adaptées au contexte, et allouer des fonds aux pays les plus touchés et les moins aptes à contracter de nouveaux prêts ;
 - Agir sur l'allègement de la dette, notamment en prolongeant la suspension actuelle du service de la dette au-delà du mois de décembre 2021 et en l'étendant aux pays à revenu intermédiaire. Cette action doit être menée de façon coordonnée en englobant tous les créanciers afin de restructurer et, si nécessaire, de réduire la dette.

INVESTIR DANS LA RÉALISATION DU POTENTIEL DES JEUNES MIGRANTS, RÉFUGIÉS ET PERSONNES DÉPLACÉES À L'INTÉRIEUR DE LEUR PROPRE PAYS

L'une des façons de développer le capital humain après la COVID-19 consiste à investir dans les personnes en déplacement, qui forment un vivier exceptionnel, mais largement inexploité de talents, d'esprits inventifs et d'entrepreneurs.

Résilients, très motivés et dotés d'une grande capacité à surmonter les épreuves, les jeunes migrants ou déplacés ont souvent les qualités nécessaires pour trouver des solutions à certains des plus graves problèmes auxquels nous sommes confrontés.

- D'après les calculs du cabinet McKinsey, les migrants représentaient à peine 3,4 % de la population mondiale en 2015, mais contribuaient à générer près de 10 % du produit intérieur brut (PIB) mondial.
- Les inventions et les produits que nous devons aux migrants ou aux réfugiés ont un impact sur notre quotidien. En 2017, près de la moitié des sociétés du classement Fortune 500 avaient été fondées par des immigrants aux États-Unis ou par leurs enfants.

Si le talent est universel, beaucoup de personnes ont difficilement l'occasion de faire valoir le leur. Les gouvernements et les donateurs du monde entier doivent aller plus loin pour lever les obstacles empêchant la réalisation de cet énorme potentiel qui pourrait aider le monde à se reconstruire sur des bases plus solides.

Pour mettre à profit le vivier inexploité des talents en déplacement, il est impératif :

- Que les gouvernements lèvent les obstacles empêchant les enfants et les jeunes en déplacement d'accéder aux services d'éducation, de santé et de protection sociale, notamment en ouvrant les écoles nationales à tous les enfants, quel que soit leur statut migratoire, en abolissant les frais de scolarité, en établissant des programmes de bourses d'études et de stages rémunérés et en fournissant une aide financière pour l'achat de matériel scolaire ;
- Que les gouvernements reconnaissent les acquis antérieurs et les qualifications dont peuvent se prévaloir les enfants et les jeunes migrants ou déplacés, en s'appuyant pour cela sur des solutions numériques innovantes ;
- Que les gouvernements redoublent d'efforts pour combler la fracture numérique et offrir aux enfants et aux jeunes réfugiés ou migrants davantage de possibilités de passer de l'apprentissage à l'emploi ;
- Que les gouvernements, les aidants et les services sociaux fournissent à ces jeunes des informations plus pertinentes et plus ciblées quant aux possibilités d'éducation et d'emploi qui s'offrent à eux, en veillant à les diffuser dans une langue qu'ils comprennent et ont le plus facilement accès (par l'intermédiaire de communautés de la diaspora, de groupes de jeunes ou d'applications de messagerie instantanée, par exemple).



Une mère embrasse son enfant devant un poste de soins temporaire, au Népal.

© UNICEF/
UNI187351/
Shrestha



“

Manija (debout au tableau), 13 ans, donne une leçon d'anglais sur l'île de Lesbos, en Grèce. C'est là qu'elle dirige la « School of Stars » (L'école des étoiles) avec son amie Atefe, au sein du centre d'accueil et d'identification de Moria, le plus grand camp de réfugiés et de migrants en Europe.

Ces deux jeunes filles d'origine afghane sont nées et ont vécu en Iran jusqu'à ce que leurs familles respectives émigrent en Grèce dans l'espoir d'obtenir le statut de réfugiées dans l'Union européenne.

« Enseigner, c'est ma passion », explique Manija. « En classe, nous fournissons des masques à chaque élève, nous les invitons à se laver les mains et nous purifions l'air [...]. En grandissant, je veux me rendre utile pour la communauté. »

Photographie extraite du projet Generation COVID mené par l'UNICEF et l'agence Magnum Photos.

2

METTRE FIN À LA PANDÉMIE ET INVERSER LE RECU ALARMANT ENREGISTRÉ DANS LES DOMAINES DE LA SANTÉ ET DE LA NUTRITION DE L'ENFANT, NOTAMMENT EN TIRANT PARTI DU RÔLE VITAL JOUÉ PAR L'UNICEF DANS LA DISTRIBUTION DES VACCINS CONTRE LA COVID-19



Mg Thu Wai Htut, 3 ans, attend que son périmètre bracial soit mesuré dans le cadre du programme d'alimentation thérapeutique ambulatoire proposé au centre de santé de proximité de Dagon Seikkan, au Myanmar.

© UNICEF/UN0556774/Htet

© UNICEF/

ASSURER UN ACCÈS JUSTE ET ÉQUITABLE AUX VACCINS CONTRE LA COVID-19

Toutes les personnes doivent avoir les mêmes chances de recevoir le vaccin contre la COVID-19, quels que soient leur identité, l'endroit où elles vivent, leur statut migratoire, leur nationalité, leur genre, leur statut social ou leur origine ethnique.

Tant que nous ne l'aurons pas maîtrisé, le virus continuera de muter, de franchir les frontières, de se propager, de nuire à l'économie mondiale et de perturber la prestation des services essentiels pour les enfants et les jeunes. Plus nous tarderons à vacciner l'ensemble de la population, plus le risque sera grand pour le monde entier et plus il sera difficile d'éviter une décennie perdue.

Pour ralentir la propagation de la COVID-19 et réduire ses effets dévastateurs, tous les gouvernements doivent mener une action mondiale concertée afin de garantir un accès juste et équitable aux vaccins contre la COVID-19. Malgré les progrès réalisés au cours de l'année écoulée, le taux de vaccination dans les pays à revenu faible est dramatiquement bas. Les pays les plus riches doivent prendre des mesures pour remédier à ces inégalités en 2022.

Il s'agit non seulement de la bonne démarche à adopter, mais également de la condition indispensable pour voir aboutir les efforts de relèvement à l'échelle du globe. D'après les estimations, l'accès inéquitable aux vaccins contre la COVID-19 pourrait grever l'économie mondiale de quelque 9 200 milliards de dollars.

Pour que l'ensemble de la population mondiale ait accès aux vaccins contre la COVID-19, il est impératif :

- Que les donateurs financent entièrement l'initiative ACT-A et le Mécanisme COVAX – une coalition mondiale d'organisations qui conçoivent et déploient les nouveaux outils de diagnostic, traitements et vaccins nécessaires pour mettre un terme aux pires conséquences de la pandémie, en facilitant notamment la livraison des vaccins dans différents pays ;
- Que les pays recevant plus de doses que nécessaire pour vacciner l'ensemble de la population adulte nationale prêtent, livrent ou donnent immédiatement tout ou partie de ce surplus au Mécanisme COVAX ;
- Que tous les gouvernements veillent à adopter une stratégie de vaccination inclusive, en donnant la priorité aux plus vulnérables, quel que soit leur statut, et en déployant des efforts supplémentaires pour toucher ces personnes et ces communautés, y compris les réfugiés, les migrants et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ;
- Que les pays adoptent une politique de vaccination permettant avant tout de sauver des vies et de protéger les services de santé publique, en ciblant d'abord les personnes les plus vulnérables et les agents de santé de première ligne, tant que le nombre de vaccins disponibles reste limité.

En complément de la vaccination, il reste indispensable d'informer le grand public au sujet de la COVID-19, de pratiquer la distanciation physique et de se laver les mains avec du savon, autant de mesures fondamentales pour enrayer la propagation de la maladie.

PROTÉGER LES ENFANTS CONTRE LES MALADIES MORTELLES MAIS ÉVITABLES

Le monde a une occasion historique non seulement de mettre fin à la pandémie de COVID-19, mais également d'ouvrir la voie à l'éradication des maladies évitables. Cet objectif requiert toutefois que nous unissions nos efforts pour mettre les vaccins à la disposition de chaque enfant et de chaque communauté, et pour faire valoir le droit de chaque personne, où qu'elle se trouve, à bénéficier de soins de santé primaires. Il s'agit du seul moyen de se rapprocher au plus vite de l'objectif mondial visant à mettre un terme aux décès évitables d'enfants.

Aux côtés du lavage des mains au savon, la vaccination est sans conteste l'une des interventions de santé publique offrant le meilleur rapport coût/efficacité : de fait, les vaccins ont permis d'éviter 37 millions de décès au cours des 20 dernières années dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Pourtant, en 2019, 7,4 millions d'enfants, d'adolescents et de jeunes sont décédés des suites de maladies évitables ou que l'on sait traiter.

Pour mettre des vaccins et des services de santé à la disposition de chaque enfant et de chaque communauté, il est impératif :

- De renforcer les systèmes de santé des pays les plus pauvres en augmentant les investissements ciblés, en protégeant les budgets d'aide au développement et en tenant les engagements existants à l'appui des services de santé infantile qui sauvent des vies, tels que la vaccination de routine ;
- D'investir dans les soins de santé primaires (y compris de proximité) afin d'offrir une couverture complète en matière de santé, de nutrition, d'approvisionnement en eau et d'assainissement ;
- Que tous les gouvernements conçoivent et mettent en œuvre des plans nationaux ambitieux visant à mettre les vaccins essentiels à la disposition de chaque enfant ;
- D'accorder la priorité aux communautés comptant des enfants « zéro dose » qui ne reçoivent toujours pas les vaccins annuels de routine ;
- Que les engagements politiques en vigueur concernant les vaccins contre la COVID-19 conduisent à investir dans des services de santé primaires capables d'atteindre chaque membre de chaque communauté ;
- De renforcer la confiance dans les vaccins – qu'il s'agisse de ceux contre la COVID-19, ou de la vaccination de routine qui sauve la vie d'enfants – par l'action conjuguée des acteurs de l'aide au développement, des communautés, des gouvernements et des agents de santé.



Karla Flores, 7 ans, se fait vacciner lors d'une journée de vaccination de masse dans la communauté de San Vicente (État de Miranda), en République bolivarienne du Venezuela.

METTRE UN TERME À LA CRISE NUTRITIONNELLE QUI TOUCHE LES ENFANTS

Il est primordial de veiller à ce que chaque enfant ait accès à une alimentation nutritive et saine afin que la reconstruction post-pandémie se fonde véritablement sur des bases plus solides et permette de préserver la santé et le bien-être des générations futures.

Une alimentation peu nutritive au cours de la petite enfance peut nuire irrémédiablement au développement physique et cérébral des enfants en pleine croissance et entraîner des conséquences sur leur scolarité, leurs perspectives d'emploi et leur avenir.

Bien que ces connaissances ne datent pas d'hier, peu de progrès ont été réalisés pour offrir aux jeunes enfants les aliments nutritifs et sains dont ils ont besoin pour grandir et se développer en bonne santé – et la situation risque de s'aggraver considérablement sous l'effet prolongé des perturbations induites par la COVID-19, alors qu'il s'avère justement urgent d'améliorer les choses.

QUELS SONT LES FACTEURS À L'ORIGINE DE CETTE CRISE NUTRITIONNELLE ?

- **Le fait de grandir dans la pauvreté.** Les familles qui vivent avec peu de ressources dans des pays à faible revenu ont difficilement les moyens d'acheter des aliments nutritifs et sains pour leurs enfants, notamment des fruits et légumes, du lait, du poisson, des œufs et de la viande.
- **Les conflits, les changements climatiques et la pandémie de COVID-19** sont également d'importants facteurs qui rendent les aliments nutritifs et sains moins accessibles et moins abordables pour des millions de jeunes enfants.
- **L'abondance d'aliments transformés bon marché, pauvres en nutriments et riches en sucre, en sel et en graisses mauvaises pour la santé.** Les aliments malsains sont présents partout, dans les grandes villes comme dans les régions rurales, et s'appuient souvent sur des stratégies de commercialisation trompeuses ciblant les enfants et les familles.

Si les facteurs à l'origine d'une mauvaise alimentation sont multiples, les solutions pour y remédier ne manquent pas. Pour que chaque enfant bénéficie d'une alimentation nutritive, saine et abordable, les gouvernements, les donateurs, les organisations de la société civile et les acteurs de l'aide au développement doivent œuvrer ensemble pour transformer les systèmes alimentaires, de santé et de protection sociale, et pour mieux prévenir et traiter les formes de malnutrition les plus sévères.

Pour que chaque enfant bénéficie d'une alimentation nutritive, saine et abordable, il est impératif :

- Que tous les acteurs détenant un pouvoir ou une influence agissent pour accroître la disponibilité à moindre coût des aliments nutritifs (fruits et légumes, œufs, produits laitiers, poisson, viande et aliments enrichis, entre autres) en favorisant leur production par des mesures incitatives, de façon à les rendre plus abordables et accessibles ;
- Que les gouvernements adoptent des normes et des lois nationales pour protéger les jeunes enfants contre la consommation d'aliments transformés et ultra-transformés préjudiciables pour la santé et pour mettre fin aux pratiques néfastes de commercialisation de tels aliments et boissons qui ciblent les enfants et les familles ;
- Que les gouvernements et les acteurs de l'aide au développement prennent de nouvelles initiatives visant à mettre fin à l'émaciation infantile – notamment en formant les agents de proximité et de santé sur les signes avant-coureurs de l'émaciation, en menant une action concertée et localisée visant à prévenir l'émaciation dans les zones à risque et en mobilisant de nouveaux financements en faveur de traitements vitaux, tels que les aliments thérapeutiques prêts à l'emploi ;
- Que les donateurs en faveur de l'aide au développement et de l'action humanitaire doublent (au minimum) leurs engagements financiers visant à lutter contre la malnutrition infantile et appuient les solutions dont l'efficacité est reconnue.

3

RECONSTRUIRE SUR DES BASES PLUS SOLIDES EN VEILLANT À CE QUE CHAQUE ENFANT REÇOIVE UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ, SOIT PROTÉGÉ ET JOUISSE D'UNE BONNE SANTÉ MENTALE

Caio, 12 ans, fait des exercices chez lui, à Itacaré, au Brésil, pour apprendre sa leçon.

Ses enseignants ont organisé des séances de soutien dans des classes virtuelles, mais sans connexion Internet et sans smartphone ni ordinateur à sa disposition à la maison, Caio n'a pas pu participer à ces activités en ligne. Seul face à cette montagne de travail et privé de l'encadrement offert par l'école, Caio parvient très difficilement à poursuivre ses apprentissages. La pandémie a aggravé les inégalités d'accès à l'éducation, accentuant le retard de Caio lors d'une année pourtant cruciale pour sa scolarité.

Photographie extraite du projet Generation COVID mené par l'UNICEF et l'agence Magnum Photos.



REPRENDRE L'APPRENTISSAGE EN PRÉSENTIEL ET FOURNIR À CHAQUE ENFANT UNE ÉDUCATION DE MEILLEURE QUALITÉ

Si la pandémie de COVID-19 a bouleversé l'éducation de millions d'enfants, le monde traversait déjà une crise de l'apprentissage avant que cette dernière ne se déclare. Nous avons aujourd'hui une occasion inédite de résoudre cette crise, en commençant pour cela par rouvrir les écoles.

L'accès à une éducation de qualité est à la fois un droit et une possibilité cruciale dont chaque enfant doit bénéficier. Savoir lire, écrire et compter est indispensable pour bien apprendre. En effet, les enfants qui ont acquis ces compétences peuvent s'épanouir dans l'enseignement primaire et secondaire, puis trouver leur place sur le marché du travail.

Investir dans l'enseignement préscolaire, en particulier auprès des enfants marginalisés et touchés par la pauvreté des apprentissages, offre un moyen de transformer la vie des enfants, de leur famille et de leur communauté. L'accès à l'apprentissage en ligne dans les pays à revenu faible et intermédiaire peut également constituer un important facteur d'égalisation des chances.

Pour résoudre la crise de l'apprentissage, nous devons par conséquent veiller à ce que chaque élève acquière les compétences nécessaires pour réaliser son potentiel, notamment grâce à un apprentissage en ligne de qualité.



Des élèves de l'école secondaire Al-Nasr, dans le Gouvernorat de Sana'a, au Yémen, utilisent les ordinateurs portables fournis par l'UNICEF lors d'activités d'apprentissage.

© UNICEF/ UNI346679/Alansi

Pour que chaque enfant ait accès à une éducation de qualité, il est impératif :

- Que l'éducation ne fasse pas l'objet de restrictions budgétaires visant à pallier les répercussions économiques de la COVID-19 et que la priorité soit accordée aux enfants les plus vulnérables, non seulement dans l'intérêt de la génération des enfants d'aujourd'hui, mais aussi dans celui des travailleurs de demain, et dans l'optique de préserver la croissance économique et la cohésion sociale ;
- Que les enseignants et les animateurs reçoivent le soutien nécessaire pour inculquer des bases solides en lecture, en écriture et en calcul ;
- Que la réouverture des écoles devienne une priorité et que les enseignants et les établissements bénéficient d'un soutien suffisant pour garantir la viabilité de cette réouverture ;
- Que les gouvernements et les donateurs du secteur privé allouent à l'enseignement préscolaire au moins 10 % du budget ou de l'aide qu'ils consacrent à l'éducation, de sorte que les enfants disposent des clés nécessaires pour apprendre dès leur entrée à l'école ;
- Que des solutions durables soient mises au point et déployées à grande échelle dans le cadre de partenariats entre le secteur privé, les gouvernements et d'autres acteurs afin que chaque enfant et chaque jeune (soit quelque 3,5 milliards de personnes) soient connectés à Internet d'ici à 2030. Cela suppose que chaque fournisseur de solutions d'apprentissage en ligne élargisse l'accès à ses contenus et plateformes, que la communauté internationale – en particulier le secteur privé – diminue le coût des appareils numériques, que tous les opérateurs de téléphonie mobile développent des solutions permettant d'accéder en tout lieu aux contenus pédagogiques numériques, et que chaque gouvernement offre aux jeunes des possibilités de réinventer l'éducation ;
- Que toutes les attaques prenant pour cible des écoles cessent et que le personnel éducatif soit respecté et protégé. Les États Membres doivent adhérer à la Déclaration sur la sécurité dans les écoles et appeler les autres États à en faire autant, et mettre en place les mesures qui s'imposent pour garantir sa mise en œuvre intégrale et efficace.

INVESTIR EN FAVEUR DE LA SANTÉ MENTALE ET DU BIEN-ÊTRE DES ENFANTS ET DES JEUNES

Alors que les enfants et les jeunes sont confrontés à de nombreux défis en matière de bien-être mental, la pandémie offre une occasion sans précédent de mener une action véritablement transformatrice dans ce domaine.

La pandémie de COVID-19 a souligné l'importance cruciale de préserver la santé mentale et le bien-être de l'ensemble des enfants et adolescents, des personnes qui s'occupent d'eux et des familles, partout dans le monde. Cette pandémie a également mis en lumière la fragilité des systèmes de soutien en matière de santé mentale dans de nombreux pays, et prouvé encore une fois que ces préjudices affectent de manière disproportionnée les communautés les plus défavorisées.

Les enfants et les adolescents les plus marginalisés et les plus discriminés, y compris ceux qui sont exposés à la pauvreté, à la violence et à la négligence ou confrontés aux crises humanitaires et aux déplacements, courent non seulement le plus de risques de souffrir de problèmes de santé mentale, mais ont aussi le moins de chances de bénéficier d'un soutien.

Si l'incertitude plane quant aux effets à long terme de la pandémie sur la santé mentale des enfants, les efforts de relèvement à l'échelle mondiale offrent une occasion unique d'enrayer la crise de la santé mentale.

Lorsqu'elle est mise en œuvre suffisamment tôt, la prévention constitue une stratégie capable de rompre le cycle intergénérationnel des problèmes de santé mentale et d'améliorer le psychisme des générations actuelles et futures.

Pour sortir plus forts de cette pandémie et assurer un meilleur avenir à chaque enfant, les gouvernements doivent investir dans un soutien de qualité afin de protéger les enfants contre la négligence et la maltraitance et de promouvoir la santé mentale de tous les enfants et les jeunes, en veillant plus particulièrement à mettre un terme aux expériences traumatiques de l'enfance qui engendrent des problèmes de santé mentale.

Pour protéger et soutenir la santé mentale de chaque enfant et de chaque jeune, il est impératif :

- Que les gouvernements investissent pour multiplier et améliorer les services de protection, de santé mentale et de soutien psychosocial dans tous les secteurs, y compris à l'échelon local ;
- Que les gouvernements et les services nationaux et locaux compétents viennent en aide aux familles en étendant les programmes d'éducation parentale qui promeuvent des soins attentifs et qui favorisent le bien-être et la santé mentale des parents et des personnes ayant la charge d'enfants ;
- Que les gouvernements renforcent les moyens du personnel éducatif et des agents de santé de proximité afin de garantir que toutes les écoles favorisent la santé mentale en proposant des services de qualité et en cultivant les relations positives, et que les enfants et les adolescents apprennent et interagissent dans des environnements sûrs et sécurisés, en ligne et hors ligne ;
- Que tous les acteurs concernés réagissent face à la maltraitance et à la négligence, en veillant à ce que les enfants et leur famille aient accès aux services d'intervention, de prise en charge et de justice et en prévenant les récidives ;
- Que les gouvernements et les services nationaux et locaux compétents jouent un rôle actif dans la lutte contre la stigmatisation et dans la promotion d'une meilleure compréhension de la santé mentale. Pour atteindre cet objectif, il conviendra notamment de solliciter de manière constructive la participation des enfants et des jeunes au moment de concevoir et de mettre en œuvre des politiques et des programmes en la matière.



« Certaines filles ne sont pas retournées à l'école depuis la COVID-19 parce qu'elles ont peur [...]. La pandémie a changé ma façon de voir le monde, car je me rends compte maintenant [qu'il] n'est pas aussi calme et stable qu'avant [...]. Mon souhait pour toutes les filles du Tchad est qu'elles se battent pour leur avenir. »

Laetitia, Tchad. Extrait issu de la saison 2 de la série « Surmonter la COVID-19 » produite par l'UNICEF.

Des jeunes filles rient ensemble dans le village d'Alibeit, dans le sud du Tchad.

© UNICEF/UN0291831/Frank Dejongh



4

RENFORCER LA RÉSILIENCE AFIN DE PRÉVENIR LES CRISES, D'Y RÉPONDRE ET DE PROTÉGER LES ENFANTS PLUS EFFICACEMENT, NOTAMMENT EN ADOPTANT DE NOUVELLES APPROCHES POUR ÉRADICUER LA FAMINE, PROTÉGER LES ENFANTS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET REPENSER LA MANIÈRE DONT LES FONDS SONT DÉPENSÉS LORS DES CATASTROPHES



Les effets néfastes combinés des conflits, des changements climatiques et de la COVID-19 contribuent ensemble à aggraver les crises humanitaires, à enraciner les inégalités, ainsi qu'à nous éloigner davantage de la réalisation des droits de l'enfant et des objectifs de développement durable.



Telma, 36 ans, ici en compagnie de ses trois enfants, a reçu une aide financière d'urgence pendant le confinement lié à la COVID-19, par l'intermédiaire du programme d'assistance en espèces Bono Familia mis en place par le Gouvernement du Guatemala avec le soutien de l'UNICEF et de la Banque mondiale.

© UNICEF/UNI388999/Mussapp

POURQUOI DEVONS-NOUS CHANGER D'APPROCHE FACE AUX CRISES ?



Arrivée à l'aéroport international de Tocumen, au Panama, d'un avion transportant neuf tonnes de matériel médical de l'UNICEF, qui servira à poursuivre la riposte contre la COVID-19 dans la région. Ces fournitures seront prépositionnées dans l'entrepôt humanitaire régional en vue de leur distribution en Amérique latine et dans les Caraïbes.

© UNICEF/UNI346302/Amador

- **La faim progresse.** Près d'un dixième de la population mondiale, soit jusqu'à 811 millions de personnes, ont souffert de la faim en 2020. Et la famine, qui devrait déjà être éradiquée, menace à nouveau.
- **Ces dix dernières années ont été les plus chaudes de l'histoire et le nombre de catastrophes naturelles liées au climat a triplé en 30 ans.** Ces catastrophes ont des répercussions disproportionnées sur les enfants et les familles les plus vulnérables, car elles menacent la sécurité alimentaire, aggravent le manque d'eau, contraignent les habitants à quitter leur domicile et augmentent le risque de conflits et d'urgences sanitaires.
- **Aujourd'hui, plus de 400 millions d'enfants vivent dans des régions où la vulnérabilité des ressources en eau est élevée ou extrêmement élevée.** Une situation qui va probablement se détériorer à mesure que les changements climatiques augmentent la fréquence et la gravité des épisodes de sécheresse, le stress hydrique, la variabilité saisonnière et interannuelle et la contamination des ressources en eau, sans parler de la demande et de la concurrence croissantes vis-à-vis de ces dernières.
- **Jamais autant d'enfants n'avaient été déplacés.** L'année dernière, plus de 82 millions de personnes dans le monde étaient déplacées de force, dont 42 % d'enfants – soit une proportion considérable. Les catastrophes, liées en grande partie aux changements climatiques, au manque d'eau et aux conflits étaient les principaux facteurs en cause.
- **La guerre continue d'entraîner des répercussions effroyables sur les populations civiles, y compris sur les enfants.** En plus de contraindre les familles à quitter leur domicile, les attaques contre les enfants, prenant notamment pour cible les infrastructures civiles essentielles à leur survie, se poursuivent à un rythme alarmant. En 2020, les Nations Unies ont attesté 23 946 violations commises contre des enfants dans des situations de conflit, soit 72 violations par jour ou trois violations par heure.

Le monde n'était pas prêt à faire face à l'épidémie de COVID-19, et n'a pas réagi assez vite aux nombreuses autres catastrophes liées aux changements climatiques et aux conflits qui se sont produites ces dernières années. Des millions d'enfants courent un risque imminent si nous ne prenons pas de mesures immédiates pour répondre à ces crises à tout prix.



© UNICEF/UN0542110/Bashizi

EN FINIR DÉFINITIVEMENT AVEC LA FAMINE ET L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Nous avons besoin d'un plan d'action et de responsabilité mondiale pour en finir définitivement avec la famine.

Pour ce faire, nous devons :

- Investir dans des approches préventives à plusieurs niveaux et à plus long terme qui dépassent le cadre de l'aide humanitaire et donnent la priorité aux enfants, car ce sont les personnes les plus sévèrement touchées par ces crises ;
- Prendre enfin conscience de la vraie nature des famines, qui sont en réalité des crises politiques nécessitant des solutions politiques. Aussi la volonté collective et la redevabilité sont-elles fondamentales pour garantir la résolution des problèmes de gouvernance bien avant que la famine ne s'installe, le maintien de l'accès humanitaire et le respect des lois et des normes régissant les conflits.



© UNICEF/ UN055819/Sokhin

PRENDRE DES MESURES IMMÉDIATES POUR PROTÉGER LES ENFANTS CONTRE LES EFFETS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET RALENTIR LA HAUSSE DÉVASTATRICE DES TEMPÉRATURES MONDIALES

La planète est d'ores et déjà en proie aux changements climatiques, et ces derniers menacent tous les enfants, où qu'ils vivent. Or, les cibles actuelles visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre – le seul moyen d'éviter les pires effets de la crise climatique – ne sont pas à la hauteur.

Pour protéger les enfants des changements climatiques déjà à l'œuvre et éviter les pires effets de la crise climatique, il est impératif :

- Que les gouvernements définissent une feuille de route permettant de réduire à zéro les émissions d'ici à 2050 ;
- Qu'une hausse des investissements soit opérée d'urgence pour renforcer l'adaptation aux changements climatiques et la résilience des services sociaux essentiels pour les enfants, notamment dans les domaines EAH, de la santé et de l'alimentation, afin de les rendre plus durables, plus sobres en carbone et plus résistants aux effets des catastrophes liées au climat. Il convient également d'éduquer les enfants sur la question du climat et de leur inculquer des compétences vertes, des éléments indispensables pour qu'ils s'adaptent et se préparent aux effets des changements climatiques ;
- Que les droits et les besoins des enfants figurent au cœur des politiques climatiques et environnementales, et que l'avis des enfants soit demandé et entendu dans la prise des décisions qui les touchent directement ;
- Que les gouvernements officialisent la participation des jeunes dans toutes les négociations et les décisions liées au climat à l'échelle nationale, régionale et internationale, y compris dans les débats scientifiques et politiques naissants sur la mobilité liée au climat, et que les enfants et les jeunes en déplacement soient représentés à tous les niveaux des processus touchant la question des changements climatiques.



REPENSER LA MANIÈRE DONT LES FONDS SONT DÉPENSÉS LORS DES CATASTROPHES

Pour faire face à ces changements, nous devons repenser en grande partie le mode de financement de l'action humanitaire.

Pour être correctement préparés aux prochaines crises et orienter les dépenses de façon à protéger les enfants courant le plus de risques, il est impératif :

- Que les donateurs tiennent avant tout leurs promesses liées au financement de l'action humanitaire afin que nous puissions sauver des vies et éviter une génération perdue. Cela impose de mettre en place dès maintenant un financement souple à long terme de l'action humanitaire, en évitant qu'il soit assorti de conditions susceptibles d'entraver l'accès aux soutiens capables de sauver des vies ;
- Que les donateurs prennent des engagements de financement prédéfinis pour que les organisations humanitaires et d'aide au développement telles que l'UNICEF puissent mobiliser des ressources beaucoup plus rapidement, bien avant que les enfants subissent des préjudices dévastateurs et irréversibles ;
- Que nous agissions sans attendre pour mieux protéger et soutenir les enfants et leur communauté. Tous les acteurs humanitaires doivent veiller à ce que les pays vulnérables, ainsi que les groupes et communautés vulnérables dans ces pays, participent de manière constructive à la planification future des actions humanitaires.



REDOUBLER D'EFFORTS POUR PROTÉGER LES ENFANTS CONFRONTÉS À LA GUERRE

Les conflits sont la principale cause des crises humanitaires qui sévissent à l'échelle du globe et engendrent une stagnation, voire un recul des progrès dans les pays les plus touchés.

Pour assurer la paix et la protection de chaque enfant, il est impératif :

- Que les donateurs et les acteurs humanitaires investissent en faveur de la consolidation de la paix à l'échelle locale, nationale et internationale et réaffirment au minimum la nécessité d'un cessez-le-feu temporaire dans le but de faciliter la livraison sûre, efficace et inclusive des vaccins contre la COVID-19 et d'appuyer les mesures de riposte et les efforts de relèvement face à la pandémie. La paix est la meilleure des protections ;
- Que tous les acteurs détenant une influence exercent une pression accrue sur les parties aux conflits pour mettre un terme aux violations graves commises contre des enfants en temps de guerre, y compris celles qui prolongent le conflit et aggravent l'insécurité alimentaire et la famine. Cette démarche doit inclure une déclaration politique volontariste pour éviter le recours aux engins explosifs dans les zones habitées et la prise de mesures appuyant la réintégration des enfants dans leur communauté après un déplacement ou un conflit ;
- Que toutes les parties aux conflits redoublent d'efforts pour respecter et faire respecter le droit international humanitaire, et que tous les acteurs détenant une influence condamnent toute action ou inaction constatée durant un conflit qui empêche les enfants et leur communauté d'accéder à la nourriture, à l'eau potable et aux services d'assainissement, ainsi qu'à tout autre type de secours d'urgence en situation de conflit.

POUR CHAQUE ENFANT

Qui que ce soit.
Où qu'il habite.
Chaque enfant mérite une enfance.
Un avenir.
Une vraie chance.
C'est pour cela que l'UNICEF est là.
Pour chaque enfant du monde entier.
Jour après jour.
Dans plus de 190 pays et territoires.
Atteignant les enfants les plus difficiles
à atteindre.
Les plus éloignés d'une main secourable.
Les plus exclus.
C'est pour cela que nous restons
jusqu'au bout.
Et n'abandonnons jamais.



© UNICEF/ UN0488988

unicef 
pour chaque enfant

Publié par l'UNICEF
Division de la communication
mondiale et du plaidoyer
3 United Nations Plaza
New York, NY 10017, E.-U.
pubdoc@unicef.org
www.unicef.org
ISBN: 978-92-806-5311-3

© Fonds des Nations Unies pour l'enfance
(UNICEF)
Décembre 2021